

# L'histoire que nous faisons

Contre les théories  
de la manipulation

## Liberté j'écris ton nom

Collection dirigée par Michel Meyer et Michel Wajs

La laïcité, fruit du libre examen, n'est pas un état : c'est un combat sans fin, une insurrection de l'esprit contre les certitudes inculquées, les préjugés complices, la pensée ensommeillée. En se réclamant du poète Paul Éluard, *Liberté j'écris ton nom* se veut déclaration d'amour à la résistance. À toutes les résistances.

© 2007, Éditions Labor  
140 chaussée de Philippeville  
6280 Loverval  
Courrier électronique : labor@labor.be

ISBN : 2-8040-xxxx-x  
D/2007/258/xx

Toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit est interdite sans autorisation de l'éditeur.

Marc Jacquemain et Jérôme Jamin

# L'histoire que nous faisons

Contre les théories  
de la manipulation

Directeurs de la collection :  
Michel Meyer et Michel Wajs

espace  
Éditions  
du Centre  
d'Action Laïque

de  
libertés

  
ÉDITIONS  
LABOR

Un merci tout particulier à Bruno Frère et à Patrick Italiano pour la relecture du manuscrit et leur regard critique.

# INTRODUCTION

## Tous manipulés ?

Nous vivons sans aucun doute aujourd'hui dans un monde complexe et souvent imprévisible. L'incertitude n'a jamais été quelque chose de facile à vivre et le désir de la réduire constitue sans doute une des tendances humaines les plus fondamentales. Lorsqu'ils tentent de comprendre le flux des événements avec lesquels ils vivent et dans lesquels, parfois, ils sont emportés, les hommes mobilisent souvent deux grandes stratégies pour donner de la prévisibilité au monde.

La première, immémoriale, consiste à attribuer l'évolution du monde à une *intention* (humaine ou non humaine, collective ou individuelle), une volonté cachée mais pas forcément inaccessible à nos efforts pour tenter de la décrypter. Cette stratégie peut prendre une forme religieuse : les desseins de Dieu à notre égard nous échappent mais nous savons que si nous suivons ses commandements, nous serons sauvés. Dans cette hypothèse, notre incertitude ne constitue pas nécessairement une source d'angoisse. Mais l'idée d'un être ou d'un groupe tout puissant n'implique pas obligatoirement une position religieuse : ainsi, la « théorie du complot et de la conjuration », l'idée de la manipulation, dont la première partie de ce livre présente un certain nombre d'exemples assez caractéristiques, constitue à proprement parler une forme laïcisée de cette première stratégie de réduction de l'incertitude,

une technique pour échapper à la complexité d'un monde en apparence imprévisible.

La seconde stratégie, beaucoup plus récente et inspirée de l'esprit des lumières, est de considérer que le monde est *fondamentalement déterminé* : il se réduit à une succession de causes qui agissent « dans le dos » des êtres humains et leur font produire une histoire écrite d'avance. Cette stratégie s'appuie sur l'hypothèse de Laplace<sup>1</sup> : si on pouvait connaître atome par atome l'état du monde aujourd'hui, on serait capable de prédire avec une certitude totale l'état du monde demain. Le monde n'est donc pas incertain : c'est seulement l'insuffisance de notre connaissance qui le fait paraître comme tel. L'incertitude se réduira donc à mesure que s'accumulent nos savoirs sans, vraisemblablement, jamais disparaître.

*A priori*, ce sont des lectures que tout oppose : la première évoque la volonté de quelques acteurs tout puissants, la seconde ne parle que de causes « aveugles ». Elles sont donc logiquement contradictoires et n'ont *a priori* rien en commun. Et pourtant, à bien y regarder, il est de plus en plus fréquent de voir ces stratégies explicatives s'allier dans des constructions idéologiques et des procédés rhétoriques souvent proches voire carrément similaires.

Un bon exemple de cette cohabitation paradoxale peut sans doute être tiré de l'abondante littérature contemporaine sur la mondialisation. La mondialisation introduit des incertitudes qui dépassent de loin la particularité des secteurs professionnels, des classes sociales et des clivages politiques. D'un côté, nous assistons à la

---

<sup>1</sup> On connaît l'anecdote célèbre au sujet du système du monde de Laplace : lorsqu'il l'a présenté à Napoléon, ce dernier lui a demandé « Et Dieu dans tout cela ? » et Laplace de répondre : « Sire, c'est une hypothèse dont je n'ai pas eu besoin ».

concentration des richesses dans les mains de quelques-uns, à l'accroissement des inégalités entre individus, régions, pays et continents, à la lutte de tous contre tous dans une concurrence mondiale visiblement sans limite, au recul apparent du pouvoir politique sur l'économique, et à la financiarisation de l'économie ; et de l'autre, nous constatons l'interdépendance croissante entre les individus à l'échelle de la planète, l'explosion des communications, la multiplication des métissages mais aussi des contrastes entre les cultures. Tout cela a de quoi fragiliser nos certitudes. Et en forçant le trait, on peut dire que dans une perspective marxiste « orthodoxe », la mondialisation ne signifie rien d'autre que le triomphe définitif du capitalisme et du profit de quelques-uns, ceux qui possèdent les moyens de production, sur les travailleurs et les peuples de la planète, ceci n'est pas une surprise inattendue mais l'ultime étape d'un processus analysé dès le XIX<sup>e</sup> siècle (et en bonne logique au demeurant, la mondialisation du capitalisme sera suivie de celle du prolétariat).

Du point de vue de la gauche radicale aujourd'hui, le scénario est légèrement différent : la mondialisation est la conséquence de choix économiques et politiques délibérés destinés à démanteler depuis le début des années quatre-vingt l'ensemble des barrières que l'État a établies pour protéger la population de la concurrence internationale, du pouvoir de l'argent, de la finance et des multinationales. Au sein de la droite libérale, avec bien entendu des divergences, la mondialisation représente une étape incontournable et certes parfois douloureuse vers une meilleure répartition des richesses à l'échelle mondiale, l'action de l'État n'aboutissant souvent qu'à freiner cette tendance à l'égalisation lorsqu'elle s'efforce de réguler la liberté des échanges. À l'extrême droite enfin, en rupture avec ce qui précède, la mondialisation obéit à un agenda caché qui vise la construction d'un État unique et mondial, cosmopolite et multiculturel, dominé ici par les Juifs et les francs-maçons, là-bas par l'alliance des

capitalistes et des communistes, les deux têtes faussement différentes de la conjuration historique.

De manière surprenante, ces interprétations peuvent se rapprocher et se confondre dans certaines circonstances, au rythme des individus et de leur sensibilité, des associations, des clubs et des partis politiques. Elles peuvent aussi faire preuve d'originalité, et annexer à l'analyse des éléments transversaux comme la tyrannie des États-Unis « hyper-puissance<sup>2</sup> » sur l'économie mondiale, le pouvoir des bureaucrates et des technocrates à Bruxelles et à Washington, ou encore l'emprise des grandes institutions internationales sur les nations et sur les peuples : FMI, Banque mondiale, OMC, Otan, etc. Si on écarte d'emblée, et volontairement étant donné notre objectif, tous ceux qui trouvent un profit immédiat dans la libéralisation du commerce et des échanges, et qui apprécient les politiques qui agissent en sa faveur (les « gagnants » de la mondialisation), on constate des points communs dans la critique et l'analyse de ceux qui veulent « contrôler » ou aménager la mondialisation, y mettre un terme radical (par la révolution si nécessaire), ou simplement revenir quelques années en arrière dans une perspective de nouvelle régulation des échanges des biens et des services entre continents, nations et individus.

À droite comme à gauche, des interprétations originales en termes de manipulation de la haute finance « vagabonde et apatride », de « complot », de logique de système capitaliste et de déterminismes en tous genres (sociaux, économiques, idéologiques, etc.) cohabitent dans les mêmes raisonnements, dans les mêmes textes. C'est parce que, aussi opposées qu'elles puissent paraître *a priori*, la logique déterministe et celle du complot, à bien y regarder, convergent beaucoup plus qu'on ne pourrait l'imaginer.

---

<sup>2</sup> D'après l'expression d'Hubert Védrine, Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002).

D'abord, la *théorie du complot* et le *déterminisme* sont deux conceptions *métaphysiques* : entendons par là qu'elles sont l'une et l'autre irréfutables. Par exemple, celui qui, envers et contre toute vraisemblance, soutient aujourd'hui que la conquête de la lune n'est qu'une vaste manipulation du gouvernement américain ne peut se voir opposer aucun argument définitif. Rien, dans notre expérience sensible, ne peut nous permettre de faire une différence incontestable entre l'événement historique « réel » et un savant montage (une manipulation) destiné à l'imiter. L'argument le plus raisonnable que l'on puisse opposer à ce type d'assertion est qu'une telle manipulation supposerait un immense complot, une conjuration d'envergure, qui finirait forcément tôt ou tard par être éventée. Mais cet argument est irrecevable pour un interlocuteur sceptique puisqu'il s'appuie précisément sur ce qui nous oppose à lui : la plausibilité d'une telle conspiration, la réalité d'une telle manipulation à l'œuvre. Symétriquement, le déterminisme radical, même s'il est scientifiquement moins stigmatisé, est tout aussi « infalsifiable » (selon la terminologie de Popper) : l'imprévisibilité des événements historiques n'est jamais pour le déterministe, que la mesure de notre ignorance. Tout est déterminé, tout est donc prévisible, et seules notre connaissance et notre intelligence peuvent faire défaut pour comprendre correctement le monde. On peut lui opposer, par exemple, que la révolution russe de 1917 a affecté toute l'histoire mondiale. Il répondra que la révolution était alors inévitable<sup>3</sup>, élément parmi d'autres au sein d'une chaîne causale déterminée. Ces deux conceptions sont donc des *métaphysiques* au sens où elles ne constituent pas des affirmations empiriques (susceptibles d'être vérifiées) mais des « conceptions générales » à l'égard du monde, des cadres

---

<sup>3</sup> Le même dirait sans doute aujourd'hui que la décomposition du bloc soviétique était déjà prévisible dès la révolution même. Il serait intéressant de relire aujourd'hui les débats des années 1950 et 1960, quand une grande partie des intellectuels *libéraux* pariaient clairement sur la pérennité du soviétisme.

globaux préalables à tout énoncé empirique et à l'intérieur desquels ceux-ci prennent sens.

En second lieu, le déterminisme et les théories du complot partagent un présupposé commun essentiel : nous sommes tous *manipulés*. Mais il s'agit de deux formes très différentes de manipulation. Pour le déterministe, nous sommes manipulés par des causes extérieures à notre volonté : nos gènes, notre culture, notre éducation, notre « habitus de classe » ont décidé comment nous allons agir. Dans cette perspective, l'action humaine, en réalité, n'existe pas, puisque l'action suppose toujours un rapport entre une intention et une possibilité : l'intention d'obtenir un résultat et la possibilité que ce résultat soit atteint ou non. Dans la perspective du déterminisme radical, l'intention et la possibilité ne sont que des illusions, que la connaissance scientifique a pour but de dissiper. L'intention est une illusion parce qu'il est illusoire de croire que nous aurions pu agir autrement que nous ne l'avons fait. L'idée même de « possibilité » est également une illusion : chaque état du monde est déterminé par le précédent et l'idée qu'un état soit simplement « possible » n'a pas de sens, puisque cela voudrait dire qu'il n'aurait pas été déterminé<sup>4</sup>. Inversement mais aussi symétriquement, dans la logique du complot, nous sommes également manipulés, mais dans un sens plus littéral, puisque les manipulateurs ne sont pas des causes extérieures : ce sont des acteurs intentionnels. Nous sommes les marionnettes de personnages ou de groupes dont la puissance nous dépasse. Nous croyons agir en vertu de nos propres intentions mais ce n'est pas *notre* volonté que nous accomplissons : c'est celle des puissants qui, dans l'ombre,

---

<sup>4</sup> C'est ce qui a fait dire très subtilement à Michel Crozier et Ehrard Friedberg (*L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil, 1977) qu'il n'y a pas de place pour le concept de « pouvoir » dans un cadre de référence déterministe. Le pouvoir est en effet la capacité d'obtenir un résultat qui ne se serait pas produit sans notre intervention. Le pouvoir suppose donc un résultat possible mais non déterminé.

nous manipulent. Même lorsque nous croyons leur résister, rien n'indique que ce n'est pas encore leurs desseins secrets qui guident nos pas. Dans ce schéma, l'action humaine existe, mais ce n'est jamais *notre* action : c'est celle de Dieu ou du diable dans une perspective religieuse, ou magique, c'est l'action, la manipulation et la conjuration des comploteurs dans une perspective laïque et sécularisée.

Troisième convergence : les deux conceptions éliminent toute idée *d'inattendu* : dans un cas l'histoire est déjà écrite (déterminisme) et se ramène au déploiement de quelque chose qui était « déjà là », de toute éternité, en somme. Dans le cas du conspirationnisme<sup>5</sup>, rien ne se produit par hasard : aucune co-occurrence de deux événements ne peut être fortuite, tout est signifiant, tout est lié, tout est prévu. Si deux personnes se connaissent, elles sont forcément complices. Et si l'une fait partie du *complot*, alors l'autre aussi. Si le complot échoue, c'est une stratégie planifiée, s'il réussit mais qu'il est dénoncé, c'est qu'il en cache un autre, s'il n'y a aucune preuve à son sujet, c'est qu'elles ont été détruites, etc. Ces deux métaphysiques ont donc en commun l'éradication de l'imprévu ou du fortuit et c'est en cela sans doute qu'elles constituent des modes de réassurance : pour celui qui sait voir les choses, l'avenir est prévisible, et il devient dès lors moins inquiétant.

Il existe un quatrième élément commun aux deux métaphysiques évoquées : dans les deux cas, *seule une petite minorité d'individus sait* « voir les choses », précisément, et accède à la « réalité » du monde. Les autres vivent dans l'illusion et l'ignorance, et à ce titre, le rôle (la mission) de cette minorité active et lucide est de dénoncer leur aveuglement, pour les en sortir, et pour leur indiquer le chemin vers l'émancipation et la liberté. L'exemple-type de

---

<sup>5</sup> Convenons de baptiser ainsi cette métaphysique. On pourrait également parler de « complotisme ».

l'univers paranoïaque propre à l'idée de la conjuration est sans doute celui du film « Matrix » des frères Wachowski. L'histoire repose sur un petit groupe d'initiés, isolé, qui sait que la réalité du monde contemporain perçue par l'immense majorité des gens n'est pas la réalité : ils ne sont que des « cerveaux dans une cuve » et ce qu'ils croient vivre est un logiciel inventé pour eux par la matrice. Il n'y a que le noyau de résistants autour de Morphéus qui connaît la réalité « vraie » derrière les apparences et qui cherche à découvrir le messie : celui qui maîtrisera la matrice mieux qu'elle-même. Dans le cadre déterministe, de façon symétrique, il y a également un personnage qui échappe à l'illusion de « l'homme de la rue » : le savant (le sociologue, en particulier). Lui seul sait que nous sommes tous déterminés. Certes, il ne cherche pas le messie : son rôle est plus « modestement » de nous « libérer » de notre ignorance en nous faisant prendre conscience de notre propre condition et de ses principales déterminations sociales, politiques, économiques, etc. Le déterminisme et le conspirationnisme ont donc l'un et l'autre leurs propres clercs, leurs « prêtres » attitrés : les médiateurs entre l'homme ordinaire et la vérité du monde...

Enfin, il y a un cinquième point de convergence : ces deux conceptions déploient une même stratégie argumentative face à la contestation : pour elles, combattre un point de vue ne revient pas à montrer qu'il est inadéquat, mal informé, incohérent ou injuste. Combattre un point de vue revient à dénoncer *d'où il est émis* (« d'où parles-tu ? », selon la formule consacrée) ou *quels intérêts il sert*. Les arguments ne sont plus pesés pour eux-mêmes mais pour leur origine ou leur conséquence. Ce qui importe n'est plus la validité de ce que chacun dit, mais à travers quelle manipulation (intentionnelle ou causale) il en est arrivé à dire ce qu'il a dit.

Après inventaire, il n'est donc peut-être pas aussi surprenant de voir s'allier déterminisme socio-historique et

théorie du complot dans l'analyse du monde contemporain en général et du processus de la mondialisation en particulier. La thèse de ce petit livre est précisément que c'est au sein d'une certaine critique de gauche radicale que l'on voit aujourd'hui le plus fréquemment se nouer cette alliance. Pour cette critique-là – qui se décline, il est vrai, sous des formes différentes, et parfois plus nuancées – le cri de ralliement est « manipulation ». Nous sommes manipulés par les puissants ou par le « système » ou par les deux à la fois, nous ne sommes pas ou ne sommes plus les acteurs du monde dans lequel nous vivons. Le concept de manipulation est celui autour duquel se noue l'alliance du complot et du déterminisme causal. Cette alliance met mal à l'aise les auteurs de ce livre parce que s'ils partagent souvent l'indignation de la gauche radicale, ils en refusent certaines dérives intellectuelles.

Auteur à la fois engagé, prolifique et extraordinairement décapant, le sociologue Pierre Bourdieu a parfois incarné, malgré la richesse de ses constructions, la version savante de cette étrange alliance : « À travers le sociologue, agent historique historiquement situé, sujet social socialement déterminé, l'histoire, c'est-à-dire la société dans laquelle elle se survit, se retourne un moment sur soi, se réfléchit ; et par lui, tous les agents sociaux peuvent savoir un peu mieux ce qu'ils sont, et ce qu'ils font. Mais cette tâche est précisément la dernière qu'aient envie de confier au sociologue tous ceux qui ont partie liée avec la méconnaissance, la dénégation, le refus de savoir et qui sont prêts à reconnaître comme scientifiques, en toute bonne foi, toutes les formes de discours qui ne parlent pas du monde social... »<sup>6</sup>

Tout est dit dans cet extrait : seul le sociologue est capable de dire à l'acteur social ce qu'il est vraiment et dans quelle mesure il est déterminé. Mais le sociologue ne reçoit

---

<sup>6</sup> BOURDIEU P. (1986), *La leçon sur la leçon*, Paris, Éditions de Minuit, p. 29.

pas cette mission de ceux qui pourraient la lui confier et qui ont « partie liée » avec la méconnaissance et le refus de savoir. Cerise sur le gâteau : ceux-là mêmes qui empêchent de dévoiler (Bourdieu parle ici des manipulateurs) sont aussi pris dans le jeu des déterminations, puisque ce refus, ils le font « en toute bonne foi » (on peut critiquer Bourdieu, on ne peut le soupçonner de simplisme...).

Même cautionnée par d'aussi grands noms, et même sous sa version la plus savante, la thèse de la « manipulation », sous toutes ses formes, nous laisse perplexe et nous apparaît même perverse. Elle aboutit à nous mettre tous, nous les gens ordinaires, « hors jeu » : du point de vue de la manipulation, seule notre naïveté nous fait croire que nous serions « acteurs » de l'évolution du monde. Nous n'en sommes donc pas responsables, et puisque nous n'en sommes pas responsables, il s'ensuit logiquement que nous ne pouvons pas nous y opposer sauf dans la geste héroïque – mais qui n'a guère d'effet – du refus absolu du monde.

C'est cette perplexité qui nous a conduits à prendre la plume pour argumenter. Cette réflexion se fera en trois temps. D'abord, nous tenterons de décrire ce qui est aujourd'hui le pôle le plus visible de cette « alliance » : les théories du complot qui, longtemps discréditées au sein de la réflexion socio-politique font aujourd'hui un retour en force lorsqu'il s'agit d'identifier les véritables « acteurs » de la mondialisation, l'emprise des multinationales, les convulsions de la finance internationale, ou les enjeux qui animent les guerres du *xxi*<sup>e</sup> siècle. Nous n'aborderons qu'en passant la logique déterministe parce que les sociologues ont déjà beaucoup écrit sur le sujet et que c'est surtout la théorie du complot qui revient aujourd'hui sur le devant de la scène. Dans le deuxième chapitre, nous essayerons d'établir les choix épistémologiques qui animent les théories sur la manipulation et la conjuration. Enfin, dans un troisième temps, nous tenterons de voir comment on pour-

rait esquisser une réflexion alternative à partir de quelques idées clefs de la sociologie contemporaine.

Ce livre est très court. Ce n'est pas un traité de théorie sociale et il n'est pas destiné aux spécialistes. C'est un essai ; il est parfois polémique mais se veut toujours argumenté. C'est précisément – et conformément à notre propre position – sur la validité des arguments que nous souhaitons être jugés et non sur des « intentions » de quelque nature qu'elles soient, et que l'on nous prêterait. Mais pour éviter tout malentendu, on annoncera d'emblée d'où nous parlons et quelles sont nos intentions : nous pensons que, pour agir sur le monde d'aujourd'hui dans le sens de plus d'égalité, d'autonomie, de solidarité et de tolérance, pour opposer au monde contemporain une critique de gauche opérante – dont nous nous considérons solidaires – il est indispensable de trouver des *prises* sur ce monde. Et pour cela, il faut d'abord s'en construire une représentation plus adéquate que les deux métaphysiques esquissées dans cette introduction. C'est à cette réflexion que ce livre voudrait contribuer.



# CHAPITRE I

## Le grand complot

### **Mondialisation et réseaux d'intérêts**

Une différence importante semble séparer les discours officiels sur la mondialisation libérale et les objectifs réels, occultes et inavouables de ceux qui « tirent réellement les ficelles ». On ne compte plus les ouvrages ou articles de presse qui dénoncent cette dualité entre la présentation officielle des enjeux de la mondialisation et les intérêts réels qu'elle est supposée servir : le profit et l'enrichissement maximum de quelques puissants. De la Banque mondiale au Fonds monétaire international en passant par l'OMC, des grandes places boursières aux multinationales en passant par les médias de masse, ils semblent en effet n'être que quelques-uns sur la scène internationale à porter la responsabilité d'un monde qui va mal : un monde tiraillé entre la pauvreté et les inégalités grandissantes, une planète coincée entre la dégradation écologique et la lutte de tous contre tous pour l'accès aux matières premières. « L'agenda caché » ou parallèle constitue, dans la logique de cette description, un concept clé. Cette idée suppose que les multinationales et les grandes institutions mondiales (FMI, OMC, Banque Mondiale), non seulement fonctionnent sur un discours à deux niveaux, mais qu'elles sont aussi consciemment appuyées dans cette stratégie par l'essentiel des grands médias.

Un éditorial important pour notre propos, signé par le directeur du *Monde diplomatique* en mars 2002, illustre de façon radicale cette façon de concevoir le monde : « Les citoyens doivent savoir que la mondialisation libérale attaque désormais les sociétés sur trois fronts. [...] le premier front est celui de l'économie. Il demeure placé sous la conduite de ce qu'il faut vraiment appeler « l'axe du Mal », constitué par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cet axe maléfique continue d'imposer au monde la dictature du marché, [...]. Le deuxième front, clandestin, silencieux, invisible, est celui de l'idéologie. Avec la collaboration active d'universités, de prestigieux instituts de recherche [...], de grands médias (*CNN*, *The Financial Times*, *The Wall Street Journal*, *The Economist*, imités en France et ailleurs par une foule de journalistes asservis), une véritable industrie de la persuasion a été mise en place afin de convaincre la planète que la mondialisation libérale apporterait enfin le bonheur universel. [...]. Le troisième front, inexistant jusqu'à présent, est militaire. Il a été ouvert au lendemain du traumatisme du 11 septembre 2001. Et vise à doter la mondialisation libérale d'un appareil de sécurité en bonne et due forme. Un moment tentés de confier cette mission à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), les États-Unis ont décidé d'assumer seuls cette mission et de se doter de moyens considérables pour l'exercer avec la plus impressionnante efficacité<sup>7</sup> [...] ».

Si Ignacio Ramonet utilise des procédés rhétoriques compréhensibles dans le cadre de la fonction éditoriale de son texte, sa dénonciation de « l'axe du mal » va en réalité beaucoup plus loin : elle sous-entend qu'un véritable agenda politique parallèle et occulte est mis en place au niveau international. L'idée d'une conjuration est d'autant plus

---

<sup>7</sup> *Le Monde diplomatique*, mars 2002, p.1.

présente dans son texte qu'elle évoque, au-delà de la connivence idéologique, une sorte de concertation délibérée entre des actions économiques, financières, médiatiques et militaires. Un chef d'orchestre clandestin en bonne et due forme semble coordonner l'action politique au niveau mondial : les hauts fonctionnaires issus des grandes institutions internationales sont aux ordres, l'action pédagogique et idéologique des milliers de professeurs d'université et de journalistes influents au sein des grands médias est préméditée, et les choix tactiques des cibles de l'armée américaine ou de l'Otan obéissent à un plan global qui est loin d'être seulement militaire.

Rédigée en mars 2002, l'analyse d'Ignacio Ramonet évoque des acteurs concrets (les institutions mentionnées et les hauts fonctionnaires), il se base sur des documents officiels (rapports, discours, etc.) et fait référence à des réalités indiscutables (libéralisation du commerce, accroissement des inégalités, etc.). Et c'est justement ce lien entre une dénonciation (la manipulation) et un ensemble de faits incontestables qui nous permet ici à la fois d'établir un fil conducteur entre certains discours sur la mondialisation mais aussi les premières différences qui les séparent les uns des autres en termes d'acteurs, de responsabilités et d'objectifs politiques.

En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'axe du mal d'Ignacio Ramonet n'est pas totalement étranger au discours « standard » de l'extrême droite. Ce dernier reprend cette même rhétorique, dotée d'une forte légitimité sociale (les « puissants » contre les « petits ») et le formate selon les exigences de l'agenda nationaliste et xénophobe. Les fronts économiques, idéologiques et militaires laissent la place dans le discours de l'extrême droite à une alliance entre d'une part la « haute finance anonyme et vagabonde » représentée par les Juifs, et d'autre part les gouvernements nationaux et les médias contrôlés par la franc-maçonnerie,

les hauts fonctionnaires « déracinés », les communistes sans âme, les laïques, les gauchistes et les profiteurs en tous genres. Interrogé sur l'influence du « lobby mondialiste » en France dans le journal d'extrême droite *Présent*, Jean-Marie Le Pen expliquait jadis qu'une utilisation erronée, abusive et mensongère est faite des droits de l'homme, et que parmi les forces « qui visent à établir une idéologie mondialiste, réductrice, égalisatrice », il y a la maçonnerie et les grandes internationales, « comme l'internationale juive, (qui) jouent un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinational<sup>8</sup> ». On sait aujourd'hui que Le Pen n'est plus, loin s'en faut, un cas isolé : de l'Autriche à l'Italie en passant par la Suisse et la Belgique, les discours sur la haute finance mondialiste et cosmopolite (« judéisée ») qui ruine les peuples sont légion ! Et leur lecture attentive révèle la présence centrale de la conjuration mondiale. Ainsi, pour un Jörg Haider (Parti autrichien de la liberté), un Umberto Bossi (Ligue du Nord italienne), un Filip Dewinter (Vlaams Belang belge) ou un Daniel Féret (Front national belge), la société occidentale est victime d'une conspiration internationale fomentée par les élites cosmopolites et les bureaucrates en tous genres qui agissent dans l'ombre au sein des grandes capitales. Les peuples sont victimes d'un complot sournois qui vise à faire tomber les frontières, à détruire les nations, et à métisser les « races » et les cultures au profit d'une société mondiale, marchandisée et mélangée, décrite également comme une communauté internationale de consommateurs aliénés.

Il y a donc jusqu'à un certain point un isomorphisme entre ces deux discours politiques situés pourtant aux extrêmes opposés du spectre politique. En effet, qu'elle soit présentée dans une perspective progressiste de dénonciation de la pauvreté et d'émancipation des peuples vis-à-vis

---

<sup>8</sup> Cité par GULAND O. (2000), *Le Pen, Mégrét et les Juifs. L'obsession du 'complot mondialiste'*, Paris, La Découverte, p.98 et 99.

des multinationales, des États-Unis ou du FMI, ou qu'elle soit présentée dans une perspective raciste et xénophobe de protection de la « race blanche » contre le métissage et la société multiculturelle (FN, VB, FPÖ, etc.), la mondialisation renvoie dans les deux cas à l'idée commune selon laquelle nous sommes manipulés par des puissances qui nous dépassent. Les processus sociaux et politiques y sont décrits comme parfaitement étrangers à l'action des hommes et des femmes ordinaires et se résument aux conséquences calculées, préméditées et imaginées de l'activité (plus ou moins) secrète d'un tout petit nombre.

Si les raisonnements de la gauche radicale et de l'extrême droite sont *opposés* quant aux acteurs qu'ils désignent comme coupables, ils sont parfois *symétriques* dans leur construction rhétorique. Et c'est bien cette proximité argumentative qui interpelle.

### **Les protagonistes du réseau d'intérêts et les acteurs de la conjuration**

Quelle est la structure commune à la plupart des récits « conspirationnistes » ? Indépendamment des coupables désignés et des positions politiques défendues – et aussi différentes que ces dernières puissent être ! –, la construction narrative autour du complot s'articule autour de l'action de trois types de protagonistes, trois groupes d'acteurs aux caractéristiques bien spécifiques : les manipulateurs, les victimes et les dénonciateurs.

Le *premier groupe* est essentiel. Il renvoie à une poignée d'individus, une minorité, un groupe occulte, qui cherche à exploiter et à dominer la population (qui ira, selon les cas, de la population du village à celle de la planète entière). Ces quelques dizaines ou centaines d'individus

qui composent le premier groupe sont la plupart du temps présentés comme étant très bien organisés et structurés. Avec des relais dans les sphères de pouvoir au plan politique et économique, dans l'administration ou d'une manière générale dans l'ensemble de la société, ces individus sont à la fois une petite minorité clandestine et obscure mais aussi, paradoxalement, un groupe très puissant, animé par des intérêts convergents et des intentions inavouées.

Dans la littérature propre à la gauche radicale évoquée plus haut, le premier groupe rassemble d'abord les patrons des multinationales, les grands actionnaires et les maîtres de la finance internationale, il compte ensuite les responsables des principaux médias de masse dont le rôle consiste à donner une image la plus positive possible de l'action des premiers en écartant les réalités qui dérangent (pauvreté, inégalités, etc.), et il inclut enfin la connivence ou la collaboration passive des fonctionnaires des grandes institutions internationales et des chefs d'états et de gouvernements des pays les plus riches. C'est donc surtout la connivence entre les riches, certains élus, certains hauts fonctionnaires bien placés ainsi que les éditorialistes et rédacteurs en chef des grands médias qui incarne le premier volet d'acteurs. L'idée de connivence est ici importante parce qu'elle renvoie plus à un faisceau d'intérêts communs, à l'entente, à la complicité entre différents acteurs sur certaines matières qu'à la mise sur pied explicite d'un projet commun – d'un plan secret, d'un agenda caché – ou à la réalisation délibérée d'objectifs bien établis. C'est la version « élaborée » de la théorie de la manipulation.

Il y a donc des degrés d'implication différents dans l'imaginaire du complot et cet aspect doit être souligné pour éviter de mettre tout le monde dans le même sac. Ainsi par exemple, avec les écrits de Thierry Meyssan sur la puissance américaine, on franchit un pas important qui va bien au-delà des connivences et des réseaux d'intérêt. Chez

l'auteur de *L'effroyable imposture. Aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone*<sup>9</sup> !, et dans l'analyse politique des milliers d'adeptes qui animent ou consultent régulièrement son site Internet (Le Réseau Voltaire<sup>10</sup>), les responsables des attentats du 11 septembre sont les barons du « complexe militaro-industriel » américain. Meyssan les accuse d'avoir organisé eux-mêmes les attentats, notamment avec un missile et non un avion pour ce qui est du Pentagone, contrairement au déroulement officiel de l'événement tel qu'il a été présenté à l'époque par les autorités américaines. Dans cette explication alternative d'un événement d'envergure, le premier volet d'acteurs rassemble ici les hommes d'affaires, les chefs militaires et les responsables des industries de l'armement aux États-Unis, qui auraient organisé ensemble les attentats du 11 septembre pour justifier la guerre et donc l'augmentation infinie des dépenses militaires, et partant, de leurs profits directs. On le voit, même si l'augmentation des dépenses militaires aux États-Unis peut laisser perplexe, ce genre d'interprétation dépasse de loin le simple soupçon de connivence et d'intérêts croisés dans les sphères de la haute finance internationale. Elle mobilise l'idée d'un complot d'envergure en bonne et due forme et traduit une présence « lourde » de l'imaginaire de la manipulation.

Si le premier groupe d'acteurs manipulateurs est parfois considéré comme extérieur aux gouvernements (la haute finance, le lobby de l'armement, etc.), voire opposé à ces derniers, d'autres récits placent directement les manipulateurs au sein des gouvernements ou même derrière ceux-ci, faisant d'eux au passage des marionnettes à la merci des protagonistes de la conjuration. À ce titre, plus l'exposé implique des pratiques secrètes sophistiquées, plus la spéculation sur le pouvoir et les mauvaises intentions des conspirateurs

---

<sup>9</sup> Carnot, 2002.

<sup>10</sup> <http://www.voltairenet.org>

est forte. Le texte parle alors d'un « maître invisible » qui dirigerait en coulisse la société, les médias, les finances ou les grandes organisations internationales. L'histoire évoque un « pouvoir derrière le pouvoir » présent à la Maison blanche, à Wall Street, à Paris ou à Bruxelles, ou dans les quatre métropoles en même temps, et donc partout !

Dans le discours populiste qui oppose systématiquement un peuple « brave, travailleur et honnête » à des élites « paresseuses et corrompues<sup>11</sup> » qui le trahissent, on trouve également ce premier volet d'acteurs : il rassemble pêle-mêle les mandataires politiques, les responsables syndicaux, les milieux économiques et financiers. Le discours d'Arnold Schwarzenegger en Californie sur la soumission du peuple aux « grands intérêts », les imprécations de Silvio Berlusconi sur le complot des apparatchiks de l'administration et des juges « rouges » contre sa personne et « donc » contre le peuple, ou encore la rhétorique de Bernard Tapie hier en France sur les travailleurs et les profiteurs témoignent chacun à leur manière de ces quelques protagonistes qui constituent le premier volet d'acteurs. Ils affichent la diversité qui les caractérise au-delà de la conjuration qui les rassemble.

Au sein de ce premier groupe, il faut faire une place à part à ceux, qui, sans être au cœur de la manipulation, la soutiennent, par peur ou par intérêt : les *complices*. Les complices apparaissent systématiquement dans les différentes variantes de la logique du complot. Ainsi, à l'extrême droite par exemple, dans le discours des Nazis hier contre le « judéo-bolchévisme » et le « judéo-capitalisme » comme dans la rhétorique du Front national aujourd'hui, la multiplication des complices potentiels permet d'élaborer l'idée qu'une conspiration mondiale est à l'œuvre. « À force de

---

<sup>11</sup> Lire CANOVAN M., (1981), *Populism*, London, Junction Books et DELEERSNIJDER H. (2006), *Populisme : Vieilles pratiques, nouveaux visages*, Les Éditions Luc Pire/Les Territoires de la mémoire, Coll. Voix de la mémoire.

dénoncer la “World Company”, dont la puissance serait désormais totale, absolue, jusqu’en Chine dite “communiste” », explique Olivier Guland au sujet de Jean-Marie Le Pen, celui-ci parvient à « faire croire à l’existence d’un chef d’orchestre clandestin – une pieuvre cosmopolite qui se rirait des frontières et se moquerait de la volonté des peuples<sup>12</sup> ». Une pieuvre pour qui les gouvernements nationaux du monde entier ne sont que des pions au mieux complices, au pire, naïfs, méprisables et inutiles.

Le premier groupe d’acteurs dans le schéma de base de la conjuration obéit à un double principe de *généralisation* et de *personnification*. D’un côté, les différentes dénonciations de la connivence ou de la conspiration à l’œuvre s’appuient sur un principe de généralisation qui attribue presque systématiquement la manigance à des groupes – les élites, les riches, les financiers, les Juifs, etc. – et non à des individus isolés. En enfermant dans le même rôle, le même comportement et les mêmes objectifs des catégories entières d’acteurs différents (les spéculateurs en bourse, les grands actionnaires, les Juifs, les francs-maçons, les Américains, etc.), la dénonciation du complot réduit les individus à des types de comportements, des identités spécifiques et des caractéristiques sociales communes. Mais *a contrario*, dans le même mouvement, ces mêmes théories s’appuient sur un processus de personnification. Une personnification qui oppose une minorité à une majorité, une poignée d’individus face à la grande masse de la population.

Dans la rhétorique du complot, la personnification tempère la généralisation et permet de localiser, d’identifier avec plus de précisions les individus qu’il conviendra de blâmer pour leurs activités malhonnêtes. Ainsi, deux processus sont à l’œuvre, la généralisation rend possible l’attribution à tout

---

<sup>12</sup> GULAND O., (2000), *op. cit.*, p.9.

un groupe d'individus les caractéristiques d'une partie seulement de ses membres (la cupidité, l'appartenance religieuse, la malhonnêteté, etc.). Et la personnification permet de limiter la généralisation à un groupe facilement identifiable et surtout minoritaire par rapport aux nombreuses victimes de la conspiration. Le cœur du processus vise à identifier un certain nombre de responsables du complot mais dans des limites qui en font tout de même une minorité au regard des victimes, ce qui permet de les identifier et de les séparer de la majorité. En clair, la généralisation et la personnification nous permettent d'identifier ceux qui ont confisqué notre pouvoir.

Les schémas narratifs de la machination politique impliquent un *deuxième groupe* dont les caractéristiques sont autant de qualités opposées aux tares des conspirateurs. Ce deuxième groupe, c'est le peuple dans sa majorité qui ignore la réalité et qui par naïveté, simplicité et honnêteté ne prend pas la mesure de la menace qui pèse sur lui. C'est le peuple américain tel qu'il apparaît souvent dans les colonnes du *Monde diplomatique*, un peuple « intoxiqué », hébété, aliéné par des médias à la botte du pouvoir. C'est aussi un peuple qui ignore la supercherie des attentats du 11 septembre et la terrible vérité sur ses véritables commanditaires : le complexe militaro-industriel (d'après Thierry Meyssan et ses adeptes). Le deuxième groupe d'une manière générale, le peuple au sens large, c'est également les travailleurs occidentaux, les petits actionnaires et les petits épargnants, autant de complices inconscients d'un système d'exploitation ficelé en haut lieu, au croisement des « intérêts » industriels, économiques et financiers. À l'extrême droite enfin, en France en l'occurrence et dans une perspective historique, le peuple c'est l'Armée, l'Église et les patriotes, le peuple, ce sont les victimes de l'Anti-France et du parti de l'étranger.

Ce qui permet d'agréger les différentes versions du complot, des versions parfois politiquement opposées, c'est l'idée

d'un destin collectif volé par quelques manipulateurs puissants et bien placés. C'est le principe de la manipulation des masses érigé en logique explicative « tous usages ».

Le *troisième volet d'acteurs* enfin isole au sein de la collectivité (ou de la « masse ») quelques individus qui font preuve d'une certaine lucidité quant à l'interprétation et l'identification des causes à l'origine des maux et des souffrances qui frappent la société. À côté des conspirateurs et de leurs victimes, il existe un certain nombre de journalistes, d'intellectuels, de professeurs d'université, d'analystes, de consultants en tous genres et même d'hommes politiques qui ont la particularité d'avoir deviné et compris que le peuple était la victime d'une gigantesque machination. Ils connaissent la vérité ou seulement une partie de celle-ci, ils possèdent des outils pour faciliter sa manifestation au grand jour et ils vont se battre pour dénoncer la conspiration sur la place publique. On trouve l'archétype de cette posture chez Ignacio Ramonet lorsqu'il annonce aux peuples trompés, dans un texte austère et dramatique, que les « citoyens doivent savoir que la mondialisation libérale attaque désormais les sociétés sur trois fronts ». Et que parmi eux figure « l'axe du Mal », constitué par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ». Trois institutions qui viennent symboliquement se substituer à l'Irak, à l'Iran et à la Corée du Nord en reprenant l'expression de George Bush lors de son premier discours sur l'État de l'Union après les attentats du 11 septembre. Certes, il est surtout question ici d'effets rhétoriques et médiatiques ; il n'empêche, Ramonet « voit » en définitive ce que personne n'a vu et indique le chemin à suivre pour déjouer les plans de ces institutions et de leurs principaux responsables<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> Ramonet, qui est donc tout sauf un inconscient, assume explicitement (même si c'est pour faire un « effet » d'écriture) la symétrie rhétorique avec le discours paranoïaque de George Bush.

Les différentes thèses et rumeurs imaginées autour du drame de l’Affaire Dutroux qui a secoué la Belgique à plusieurs reprises illustrent également notre propos, notamment et plus particulièrement au niveau précis de l’idée de la manipulation du plus grand nombre par une minorité puissante, l’idée d’une société corrompue dont la population aurait perdu littéralement le contrôle. Pour le premier volet d’acteurs, il y avait d’abord la « petite frappe » qui exécute les basses œuvres des « grands » et quelques-uns de ses sbires (Marc Dutroux, Bernard Weinstein, Michelle Martin, Michel Lelièvre) ; il y avait ensuite le lien avec le monde de l’argent, de l’opulence et de la perversion (Michel Nihoul) ; et il y avait enfin les soupçons de protections de la part du monde politique et de la magistrature, des protections qui permettraient de passer de l’idée d’un simple crime isolé à un véritable réseau d’envergure, avec des protections en haut lieu, visant à fournir des jeunes filles aux « grands de ce monde ». Pour le deuxième volet d’acteurs dans ce cas précis, il y avait le peuple indigné devant l’horreur, les erreurs et les scandales à répétition qui ont suivi. Autant de « dysfonctionnements » qui aboutiront à la Marche blanche et qui illustreront le sentiment de trahison, d’incompréhension et de manipulation vécu par une très grande majorité de la population. Et pour le troisième groupe, enfin, on a vu émerger progressivement des hommes et des femmes qui connaissaient ou croyaient connaître la terrible vérité et qui étaient prêts à se battre pour dénoncer et démanteler le complot : les parents des victimes, des élus, des journalistes, certains universitaires et diverses associations créées pour l’occasion (les comités blancs).

Pour atténuer ce que le triptyque peut avoir de caricatural – même pour ceux qui, au fond d’eux, y croient – on peut se contenter de le « suggérer hypothétiquement » comme dans le livre de Patrick Moriau, acteur sûrement sincère mais pas toujours inspiré, qui fut Vice-président de la commission d’enquête parlementaire : « Le procureur

Bourlet arrivera-t-il à la vérité ? Pour certains, il a peu de chance d'y parvenir. Car nouvelle hypothèse. Celle de la "méga-protection" cette fois. On se trouverait en présence de réseaux à multiples branches aboutissant jusqu'au cœur et au sommet de l'État. À savoir ? L'entourage du Palais royal ? [...]. Hypothèses... Hypothèses... Hypothèses... entendues dans les milieux de l'enquête. Fumeuses ou non, toutes se tiennent. Y compris la dernière, celle selon laquelle Dutroux n'aurait agi que pour satisfaire sa propre perversité ou son propre compte en banque<sup>14</sup> ? ».

Que l'intrigue soit de façon un peu triviale au Palais royal belge ou, dans la perspective d'un scénario plus général, dans les couloirs de l'OMC, au Pentagone, à la Maison blanche, au FMI, dans les salons cossus de la Commission Trilatérale et le *Council on Foreign Relations*, la tâche de ces quelques individus lucides qui constituent le troisième groupe est toujours difficile. Les conspirateurs cherchent naturellement à les faire taire et à les empêcher de dévoiler au grand jour la terrible vérité, celle-ci tarde souvent à se manifester et renforce au passage l'idée selon laquelle une manipulation est bel et bien à l'œuvre.

Ceux qui planifient une conspiration doivent en toute logique dissimuler ou même faire disparaître les traces de leur action. Et parmi les moyens mobilisés pour empêcher la révélation d'une manipulation d'envergure, il faut ici mentionner les médias de masse considérés de plus en plus souvent comme l'arme de « désinformation massive ». Quel que soit son degré d'engagement dans un imaginaire conspirationniste, toute interprétation alternative de la marche du monde commence presque religieusement par une mise au point féroce sur « la propagande officielle » des médias de masse, préoccupés par la seule défense des « intérêts »

---

<sup>14</sup> KALISZ S. et MORIAU P. (1997), *Les cahiers d'un commissaire. Les coulisses de l'affaire Dutroux*, Bruxelles, Les Éditions Luc Pire, p.311.

économiques et financiers de leurs principaux actionnaires, sans considération pour le journalisme, la déontologie, l'information, l'investigation ou le décryptage des réalités sociales, politiques et économiques.

C'est d'ailleurs la méfiance (assez légitime, il faut bien le reconnaître) vis-à-vis de certains de ces médias<sup>15</sup> qui favorise depuis quelques années la création et la multiplication de médias alternatifs qui prétendent tous plus ou moins à l'objectivité, à l'honnêteté et au travail bien fait. Mais une fois de plus dans ce domaine, il y a pour le moins « à boire et à manger » et il faut ici encore séparer d'un côté le soupçon et la méfiance – fussent-ils systématiques – vis-à-vis des multinationales et du monde de la finance, et de l'autre les analyses pointant un complot en bonne et due forme. Deux exemples illustrent ce dernier type d'analyse. Le Réseau Voltaire<sup>16</sup> de Thierry Meyssan en France, déjà cité, et les ouvrages du journaliste militant d'investigation Michel Collon en Belgique<sup>17</sup>. Thierry Meyssan s'est fait connaître en créant en 1994 et en animant depuis le Réseau Voltaire « au nom de la liberté d'expression ». À l'appui d'une publication confidentielle d'analyse alternative de tout ce qui pouvait nuire aux libertés et à la laïcité en général, Meyssan est devenu en quelques années une source de référence pour la lutte contre l'extrême droite, le Front national et notamment son service d'ordre, le DPS (département-protection-sécurité), la lutte contre l'intégrisme religieux, et notamment les commandos anti-IVG, ainsi que d'une manière générale la défense de la séparation de l'Église et de l'État. Si Meyssan a tendance à voir des complots derrière la plupart des faits politiques qu'il analyse, ses détracteurs reconnaissent que pour beaucoup d'affaires, et pendant de

<sup>15</sup> Fox News aux États-Unis et TF1 en France sont parmi les exemples les plus évidents de partialité ravageuse.

<sup>16</sup> Voir supra.

<sup>17</sup> Consulter son site Internet : <http://www.michelcollon.info/>

longues années, il est parvenu à mobiliser des gens et des moyens pour des causes qui méritaient incontestablement d'être défendues.

Irritée par la vision conspirationniste de Meyssan, l'essayiste Fiametta Venner, qui a eu l'occasion de travailler avec ce dernier sur certains dossiers dont celui du droit à l'avortement, explique qu'elle savait qu'un jour il irait trop loin et que tous ceux qui l'ont soutenu seraient discrédités<sup>18</sup>. Sa mise en garde s'est avérée fondée, les attentats du 11 septembre 2001 vont en effet provoquer un tournant radical dans les activités du principal animateur du Réseau Voltaire. Début 2002, Meyssan affirme dans un ouvrage à succès<sup>19</sup> qu'aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone et que c'est le lobby militaro-industriel américain qui a provoqué les attentats. Pour justifier son point de vue, il s'appuie sur un élément apparemment anodin mais fondamental dans un monde de suspicion généralisée autour des mensonges de l'administration Bush, un monde où seule l'image fait encore office de preuve : l'absence de vidéo illustrant clairement le crash de l'avion sur le Ministère de la Défense américain (le Pentagone). Une absence d'images qu'il mobilisera de tous côtés au mépris des témoignages des familles de victimes présentes dans l'avion et des témoins oculaires sur place.

D'après Venner, le succès d'une théorie du complot dépend toujours d'une rencontre bien spécifique : « il faut qu'un besoin collectif d'explication simpliste rencontre la soif de reconnaissance d'un complotiste ». Et la quête de reconnaissance de Thierry Meyssan n'est plus à démontrer car depuis des années explique Venner – certes à l'appui d'une critique *ad hominem* –, « il s'échine à se faire aduler

<sup>18</sup> VANNER F. (2005), *L'effroyable imposteur. Quelques vérités sur Thierry Meyssan*, Paris, Grasset, p.161.

<sup>19</sup> MEYSSAN T. (2002), *L'effroyable imposture*, Paris, Chatou.

des réseaux les plus divers, si possible les plus puissants ». « Tant que son désir de séduction se limitait aux réseaux rationnels et laïques, son offre informative restait dans les limites non pas de la véracité mais au moins de la vraisemblance. Même lorsqu'elles flirtaient déjà avec le délire pur et simple, ses enquêtes portaient sur des thèmes réservés aux initiés. Sans vaste écho, elles faisaient moins de dégâts. Avec *L'Effroyable Imposture*, Meyssan vise un public plus large, s'attaque à un sujet mondial, dans un contexte plus passionnel que jamais et franchit la limite<sup>20</sup> ».

Journaliste à *Solidaire*, l'organe de presse du Parti du Travail de Belgique (extrême gauche d'obédience stalinienne), Michel Collon a publié plusieurs ouvrages d'investigation<sup>21</sup> sur les motivations géopolitiques « réelles » derrière les conflits armés contemporains et sur les « médias mensonges » qui accompagnent la plupart d'entre eux. De la Yougoslavie au Kosovo en passant par l'Afghanistan et les deux guerres en Irak, Michel Collon n'a jamais manqué une occasion de fournir à ses lecteurs une analyse géopolitique fondamentalement différente de ce que l'on trouve dans la presse. Situés à chaque fois entre la dénonciation des enjeux économiques, financiers et pétroliers d'une part et la critique cinglante des grands médias, supposés exclusivement au service du grand capital, ses ouvrages, ses articles de presse ou ses brèves sur son site Internet portent essentiellement sur les objectifs guerriers des États-Unis, de ses alliés occidentaux et de l'Otan, et sur la misère économique et les souffrances qui en découlent tout autour du globe : « La guerre contre l'Irak, chacun sait que c'est une guerre pour le pétrole, c'est-à-dire pour les bénéfices d'Exxon et de Chevron. [...]. La guerre contre le Congo (menée par l'intermédiaire du Rwanda, de l'Ouganda et de certaines

<sup>20</sup> VENNEN F., *op.cit.*, p.163.

<sup>21</sup> Sa bibliographie est disponible sur son site Internet, voir supra.

milices), c'est une guerre pour les bénéfices des multinationales du diamant, du coltan, de l'uranium et d'autres minerais. La guerre contre la Yougoslavie avait notamment pour but de privatiser une économie encore très collective et de contrôler sa main-d'œuvre qualifiée et ses marchés. La guerre contre l'Afghanistan vise à contrôler les routes stratégiques vers les pays d'Asie du sud en fort développement et à encercler militairement la Chine, puissance montante. Guerres de pillage donc<sup>22</sup> ». Comme Thierry Meyssan<sup>23</sup>, Michel Collon s'inscrit dans une perspective progressiste visant à éclairer le grand public sur les autres « vérités », les autres réalités qui se cachent derrière les discours officiels, notamment et plus particulièrement au niveau des guerres du XXI<sup>e</sup> siècle et du rôle des multinationales.

L'élément central caractérisant le travail et les contenus diffusés par Thierry Meyssan et Michel Collon est une suspicion généralisée vis-à-vis de toutes les informations et les analyses politiques produites d'une part par les grands quotidiens et les médias de masse et d'autre part par les pouvoirs publics. Qu'ils soient belges, français ou américains, les journalistes « ordinaires » sont systématiquement considérés comme suspects et manipulateurs, même si l'accusation englobe parfois des centaines de journalistes, de rédacteurs en chef, de secrétaires de rédaction et de correspondants locaux pour un seul média. La manipulation est pour Meyssan et Collon généralisée. La presse « mainstream » ne présente aucun intérêt dans la mesure où elle n'est rien d'autre que le porte-parole des pouvoirs économiques, financiers ou politiques : « Les médias ne sont pas une sorte de "quatrième pouvoir" qui permettrait de prendre ses distances par rapport aux autres. Ils sont

---

<sup>22</sup> COLLON M. (2005), *Bush le cyclone*, Esch-sur-Alzette, Marco Pietteur Éditeur, p.19.

<sup>23</sup> Le site Internet de Michel Collon renvoie d'ailleurs, entre autres, au site du Réseau Voltaire et aux thèses de *L'Effroyable Imposture*.

partie intégrante de ces pouvoirs. On comprend pourquoi il n'est pas question qu'ils aident les citoyens à faire preuve d'esprit critique envers ces multinationales qui les financent et les dirigent. [...]. Les médias ne sont pas le grain de sable dans la machine. Ils sont au contraire l'huile qui permet de faire tourner sans à-coups le moteur de l'économie et de la guerre. Si on disait à la télévision : "La pauvreté, elle est voulue, les riches l'organisent pour vous forcer à accepter n'importe quel salaire", si on disait "Les pauvres paient les guerres des riches, afin que ceux-ci puissent encore mieux les appauvrir", bien évidemment, ça serait la révolution le lendemain<sup>24</sup> ».

Les analyses et les interprétations de Meyssan et de Collon révèlent deux journalistes qui en définitive voient, comprennent, analysent et expliquent ce que des milliers d'autres analystes et journalistes ne voient pas ou ne veulent pas voir (par autocensure ou par peur). Seuls contre tous, ils ont identifié une partie de la conjuration et partant, ils échappent à la manipulation des médias dont nous sommes tous les victimes, nous les « gens ordinaires ».

Si les foules, la population ou la masse qui constituent le deuxième volet d'acteurs renvoient à la simplicité, à l'honnêteté et à la naïveté, c'est la lucidité qui caractérise ces quelques auteurs de médias alternatifs capables de mettre en garde contre la conspiration à l'œuvre. La clairvoyance qui les sépare des autres leur donne un statut particulier et à ce titre, comme indiqué plus haut par Fiametta Venner, il existe un lien fondamental entre l'importance et la gravité du complot dénoncé et le rôle de héros, voir de prophète qu'une telle dénonciation confère à ces êtres d'exception. Le troisième volet d'acteurs du schéma narratif de la théorie du complot, à côté des conspirateurs (premier volet) et du

---

<sup>24</sup> COLLON M. (2005), *op. cit.*, p.66.

peuple (deuxième volet), c'est donc « l'intellectuel éclairé », celui qui dispose du sens critique nécessaire (le journaliste) ou de l'appui de la science (le sociologue) pour voir « les choses derrière les choses ». C'est celui qui démasque les intentions cachées ou les déterminations invisibles et tente – souvent désespérément – d'ouvrir les yeux de l'homme ordinaire. C'est, en somme, le vrai héros de la résistance moderne aux dominations de toutes sortes.



## CHAPITRE II

### Une étrange épistémologie

#### **Une théorie de la connaissance alternative**

On l'a signalé, nous refusons l'amalgame entre la critique progressiste de la mondialisation et l'analyse raciste et xénophobe de l'extrême droite dans ce domaine. Dénoncer les inégalités et l'emprise de l'argent sur notre société n'a pas grand-chose à voir avec l'idée d'un vaste complot judéo-maçonnique qui viserait à détruire les frontières entre les nations, à favoriser le métissage et les sociétés multiculturelles et à anéantir la « race » blanche. De la même manière, dans le camp de la gauche, on ne peut pas mettre dans le même panier les travaux et articles du *Monde diplomatique* d'une part et les théories de Thierry Meyssan et de Michel Collon d'autre part. Dénoncer la dette des pays pauvres et les ravages du libéralisme sauvage n'a pas grand-chose à voir avec les théories conspirationnistes autour du 11 septembre ou la réduction de toute politique au niveau national ou international aux enjeux pétroliers américains et aux mensonges des grands médias occidentaux. Il n'y a aucune hésitation à avoir lorsqu'il faut séparer toutes ces interprétations.

Enfin, avant d'aller plus loin, il faut aussi ici marquer une différence entre deux niveaux spécifiques d'identification

des « complots ». En effet, il y a d'une part la réflexion rationnelle et légitime sur la possible existence de complots, ou de simples connivences entre acteurs politiques et économiques (la convergence d'intérêts dans certains milieux financiers par exemple : pensons à l'Accord Multilatéral sur l'Investissement !), et il y a d'autre part la « théorie du complot » en tant que catégorie spécifique susceptible d'expliquer systématiquement l'histoire et la politique dans une perspective beaucoup plus large. S'il est important de montrer que l'idée de la « manipulation qui nous dépasse » franchit allègrement les frontières politiques supposées les plus étanches, il faut aussi éviter la simplification qui consisterait à refuser la possibilité même des complots. Il faut séparer d'un côté la croyance en l'un ou l'autre complot dans un contexte et une période historique déterminés (coup d'État, corruption, putsch, missions de la CIA, affaire Kennedy, « accident » de Diana, réunions secrètes en haut lieu, etc.), et de l'autre, l'usage du complot et de la manipulation comme catégories systématiques d'élucidation de l'histoire et de la politique. « Les complots existent ; le complot n'existe pas<sup>25</sup> ». S'il est évident que les complots de toutes sortes font partie intégrante de l'histoire et de la politique, et certains sont à l'œuvre à cet instant, ce que nous tentons de mettre en évidence – et de récuser –, c'est la réduction des phénomènes socio-historiques à une logique de manipulation et donc la recherche systématique de l'histoire « réelle » derrière l'histoire « apparente », des intérêts « cachés » derrière les discours « trompeurs ». Cette logique de la « réduction à la manipulation » constitue un quasi-paradigme. Elle obéit à un cahier des charges particulier qui mérite toute l'attention de l'analyste.

Cela étant rappelé, la symétrie de la construction argumentative dans tous ces discours politiques continue à poser

---

<sup>25</sup> D'après GOLDSCHLÄGER A. et LEMAIRE J. (2005), *Le complot judéo-maçonnique*, Bruxelles, Labor/Espace de Libertés, p.7.

problème. En effet, et cette question nous taraude : ne peut-on rendre compte de l'injustice du monde sans devoir verser dans une représentation à ce point totalisante et hermétique de la vie sociale ? Ne peut-on dénoncer les inégalités et les processus de domination sans réduire systématiquement la marche du monde à la seule manipulation ?

La cible de ce petit essai est précisément cette idée, commune à toutes les tendances politiques évoquées plus haut, selon laquelle l'ensemble de l'histoire politique et sociale relève d'une logique fondamentale de la manipulation par les puissants, sans intervention, du moins sans intervention *autonome* des gens ordinaires que nous sommes. C'est l'idée que ce qui nous arrive est forcément « orchestré » quelque part : « il est plus facile de croire qu'il y a un complot et des conspirateurs que de croire que personne ne maîtrise l'affaire »<sup>26</sup>.

Si à gauche les textes les plus critiques vis-à-vis de la mondialisation mobilisent des faits incontestables (les inégalités grandissantes ou la détérioration de la planète par exemple) et des documents authentiques (rapports officiels, etc.), pour ensuite dénoncer au mieux la connivence au pire des intentions invouables dans le chef des multinationales, il en va tout autrement pour les théoriciens du complot en bonne et due forme. Ceux-ci effectuent une rupture épistémologique sur laquelle il faut maintenant s'arrêter dans le présent chapitre, une rupture au niveau de la connaissance que nous pouvons avoir du monde, au niveau des faits sur lesquels nous pouvons nous baser et au niveau des sources que nous pouvons utiliser pour échapper à la manipulation. Basée sur une suite d'inductions et de déductions parfois crédibles, parfois abusives et expéditives, la démarche de ces

---

<sup>26</sup> DAVIS D. (1971), *The Fear of Conspiracy. Images of Un-American subversion from the Revolution to the Present*, New York, Cornell University Press, p.14.  
La traduction est des auteurs.

auteurs s'appuie sur une conception de la connaissance pour le moins particulière qui mérite d'être questionnée. Car à certains égards, tout en prétendant à la scientificité, leur démarche fait surtout penser à une inversion perverse de la démarche scientifique classique. Une inversion qui conserve certains mots de vocabulaire, qui utilise une bonne partie des processus les plus élémentaires de la pensée logique et qui offre au passage, et seulement en apparence, un raisonnement logique et rationnel.

Là où normalement la démarche scientifique doit encourager le souci de mettre sa propre théorie à l'épreuve, et donc de l'exposer au risque du démenti, le partisan du complot opère un renversement. Il affirme d'abord connaître la vérité et se soucie ensuite de rechercher des confirmations de cette vérité ou les traces qui en accréditent le bien-fondé. Chez Thierry Meyssan et Michel Collon, la politique internationale est d'abord principalement et uniquement affaire d'argent, de profit, de pétrole ou de mainmise sur des ressources naturelles. Dans ce contexte, la diplomatie, les programmes politiques pour lesquels sont élus des milliers de parlementaires, les conflits d'intérêt au sein des cercles de pouvoir, les traités internationaux, la pression des ONG ou des médias et même l'opinion publique sont écartés de l'analyse. Ils ne sont que rideaux de fumée sans conséquences, destinés à nous faire croire que les peuples ont quelque chose à dire et que la démocratie est une réalité.

Bien évidemment la grille d'interprétation par les intérêts économiques est pertinente. Mais elle est aussi totalement insuffisante pour répondre à la complexité du politique, *a fortiori* sur le plan international. En effet, elle ne peut être maintenue comme seule explication valide qu'au prix d'un travail constant pour écarter tous les faits qui ne vont pas exactement dans son sens, un travail obstiné pour réinterpréter une partie de ces faits de telle façon qu'ils puissent

apparaître quand même favorables à la thèse de départ : seuls pèsent les intérêts des dominants. Lorsque le 11 septembre révèle la fragilité ou la déficience du pays par excellence qui est censé dominer le système – les États-Unis, avec ses financiers du World Trade Center –, on écarte le constat qui gêne (« l'Empire » apparaît finalement vulnérable), on l'ignore, on le minimise ou pire, avec Thierry Meyssan, on l'interprète à l'envers de sorte qu'il ne perturbe pas la vérité de départ. Dans ce cas de figure, « l'analyse » explique alors que les États-Unis ont provoqué eux-mêmes des attentats sur leur propre territoire par souci de justifier une guerre et développer l'industrie de l'armement pour s'enrichir davantage. S'il est évident que la guerre profite à l'industrie de l'armement, peut-on pour autant en inférer que celle-ci a souhaité des attentats sur le territoire américain et en supposant qu'elle les ait souhaités (ce n'est pas improbable), peut-on en inférer qu'elle a été capable de les organiser ? La question n'a pas lieu d'être : puisqu'il n'y a pas d'images convaincantes illustrant l'attentat contre le Pentagone, c'est donc un missile, c'est un complot et tout le reste doit suivre ce raisonnement. Pour Meyssan, les témoins oculaires sont des membres de la conspiration, les familles des victimes sont des complices qui pleurent des morts qui n'existent pas, les pompiers sur place font partie de la conjuration, et tous les éléments qui évoquent cet avion sont des faux créés pour protéger la version officielle<sup>27</sup>.

Si Thierry Meyssan parle de manipulation, Michel Collon évoque carrément un « système » global d'explication

---

<sup>27</sup> La vision conspirationniste se prête très bien à la logique de « l'accumulation des preuves ». Entre la fin des années 1970 et le début des années 1990, *Solidaire*, l'organe du Parti du Travail de Belgique a beaucoup varié sur la désignation de « l'impérialisme dominant » : il fut d'abord américain, puis soviétique, puis – brièvement – allemand, avant de redevenir américain. Mais pour chaque version, le journal était toujours capable de mobiliser une somme impressionnante d'éléments factuels confirmatoires. Il fallait une dizaine d'années de recul à l'observateur trop confiant pour découvrir que « l'impérialisme dominant » était un concept girouette.

de la marche du monde, un système basé sur trois lois fondamentales extrêmement simples : (1) la toute-puissance des multinationales sur tous les autres acteurs politiques, économiques et financiers ; (2) la nécessité pour ces dernières de piller les richesses des peuples et (3) la nécessité de provoquer des guerres pour permettre ce pillage<sup>28</sup>. Avec ces lois, la catastrophe de l'ouragan Katrina n'est pas le fruit de la nature, de l'incompétence, de la négligence ou du mépris pour les plus pauvres, elle est programmée et obéit au système : « Au moment de Katrina, [...], on a présenté les pauvres de La Nouvelle-Orléans comme des exclus, des oubliés du système. Qu'il faudrait essayer de réinclure, afin qu'ils bénéficient aussi des avantages du système. Supercherie. Les pauvres sont la condition d'existence du système. Ce système a besoin d'eux pour fonctionner. S'il y avait du travail pour tous, et à un bon salaire, comment les capitalistes pourraient-ils faire pression sur les salaires et s'assurer des bénéfices maxima ? Ce n'est pas qu'ils soient méchants par nature. S'ils ne le faisaient pas, le système les punirait, ils seraient éliminés par leurs concurrents<sup>29</sup> ».

Sommes-nous à l'abri de raisonnements circulaires et extrêmement réducteurs ? Pas toujours, comme on a tenté de le montrer : la rhétorique progressiste sur le pouvoir des banques et des multinationales réduit finalement la rencontre et l'action quotidienne de milliers d'acteurs à la volonté, et à la seule volonté, de quelques barons de la finance ou de l'industrie. Elle personnifie à outrance l'économie et la finance et ignore au passage les centaines de milliers d'intermédiaires qui peuvent tous, à des degrés divers, ensemble ou séparément, influencer le cours des choses. Des petits actionnaires – de plus en plus nombreux – aux cadres, en passant par les hauts fonction-

<sup>28</sup> COLLON M. (2005), *op. cit.*, p.74.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p.29.

naires, les élus et les millions de personnes qui placent leur argent dans telle ou telle banque, portefeuille boursier ou police d'assurance, ils sont nombreux aujourd'hui les acteurs qui participent directement ou indirectement à la mondialisation et à la concurrence sur le marché, ils sont nombreux à être les acteurs d'un processus dont ils sont de plus en plus conscients, comme en témoigne notamment la place grandissante des informations boursières (positives ou non : concentration des capitaux, licenciements, etc.), dans les médias. En systématisant l'idée d'un monde qui souffre à cause des multinationales, ce discours affirme qu'une petite partie seulement de la collectivité sociale a une influence réelle sur l'évolution politique et historique de la société. Ce discours oublie le fait essentiel – et dérangeant – du *consentement populaire* : le consentement, au moins par défaut, de tous ceux qui achètent, épargnent, produisent, entrent en compétition dans leur vie quotidienne. Ceux-là ne sont pas une poignée : c'est la grande majorité d'entre nous. Sommes-nous juste les tristes victimes d'un processus qui nous dépasse ou ne sommes-nous pas un peu aussi les acteurs schizophrènes d'un monde que nous critiquons et que nous contribuons pourtant à pérenniser ?

La réduction de la vie sociale, économique et politique à la seule action d'une poignée d'individus ou de multinationales implique également l'idée selon laquelle il est possible de tout expliquer dans l'histoire à partir d'une source, d'une prémisse ou d'une cause unique. Tout autant que la logique de l'intentionnalité malveillante, cette idée d'une *cause première* (dénoncée notamment par Léon Poliakov<sup>30</sup>) est essentielle à l'imaginaire conspirationniste. Dans cette optique, écrivait Raoul Girardet au sujet d'une autre époque, « tous les faits, quel que soit l'ordre dont ils relèvent, se trouvent ramenés, par une logique apparemment inflexible, à une

<sup>30</sup> POLIAKOV L. (1980), *La causalité diabolique. Essai sur l'origine des persécutions*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « La liberté de l'esprit ».

même et unique causalité, à la fois élémentaire et toute-puissante ». Tout se passe « comme si une grille interprétative se trouvait établie dans laquelle se verrait inséré l'ensemble des événements du temps présent, y compris bien entendu les plus déroutants et les plus angoissants<sup>31</sup> ».

Enfin, si l'histoire est entre les mains – bien conscientes – d'une poignée d'individus, il s'ensuit que tout dans la vie sociale et politique doit avoir un sens logique et ordonné. Cette vision postule tacitement que la trame de la vie quotidienne doit être simple à identifier dans ses causes et dans ses conséquences, dans ses acteurs et dans leurs intentions : la population qui travaille d'une part, la haute finance ou le lobby du pétrole qui a la mainmise sur l'économie d'autre part. Cette analyse présuppose que le monde politique et social vit « par défaut » normalement, en harmonie, et que dès lors la simple connivence de quelques-uns – des réseaux d'intérêt – ou un plan secret peuvent expliquer la complexité du social et du politique et les éventuels déséquilibres au sein de la société : la pauvreté, le chômage, la misère. Ignorant le hasard, l'accident et la coïncidence, les conflits d'intérêts, mais aussi l'ambiguïté, l'incertitude, l'erreur et les concours de circonstances qui perturbent l'activité humaine et ses propres projets, ce type d'analyse stipule que l'action humaine parvient systématiquement à ses objectifs, qu'elle est totalement rationnelle et partant nécessairement compréhensible.

Si en définitive le monde est en réalité très simple, et que c'est seulement la manipulation et l'action secrète de quelques-uns qui le rendent si complexe et si injuste, alors tout ce qu'on nous raconte dans les journaux, à l'école, dans les universités et dans les milieux politiques devient suspect, les choix et faits politiques deviennent des fictions,

---

<sup>31</sup> GIRARDET R. (1986), *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, p. 54 et 55.

des histoires inventées de toutes pièces par les architectes de la conspiration. L'idée de la manipulation comme vérité de départ implique chez le théoricien du complot une herméneutique de la suspicion, une herméneutique qui intervertit le plausible et l'in vraisemblable et reproduit un monde où tout doit être lu et relu différemment.

Toute théorie du complot part du postulat que les apparences sont trompeuses. Comme a pu l'indiquer Quinn, « si on commence par nier les faits reconnus, il devient difficile de ne pas être amené au doute généralisé<sup>32</sup> ». Si on refuse les preuves les plus élémentaires qui attestent d'un fait social, historique ou politique, il devient très vite impossible de ne pas remettre en cause toute l'histoire et finalement l'ensemble des sources et des documents disponibles à son sujet. « Les complots existent, le complot n'existe pas<sup>33</sup> ». De la Révolution française aux deux guerres mondiales en passant par la Shoah et les attentats du 11 septembre 2001, tous les événements politiques majeurs peuvent alors être réinterprétés à la lumière de la conspiration, du mensonge et des vérités que les dirigeants politiques et les grands de ce monde cherchent à occulter. De l'Affaire Dreyfus, la « conjuration de l'Anti-France », aux guerres de Yougoslavie, d'Afghanistan et d'Irak, « l'œuvre du complexe militaro-industriel », en passant par l'Holocauste, « une invention juive pour justifier la création d'Israël », l'herméneutique de la suspicion guette toutes les tendances politiques, aussi différentes que puissent être leurs projets et leurs valeurs dès lors qu'elles ne parviennent plus à s'arrimer à un socle minimal de savoir partagé, de savoir « ordinaire », dès lors que tout notre univers quotidien est suspect. L'aboutissement de l'herméneutique du soupçon, si on ne peut lui trouver

<sup>32</sup> QUINN A., "Tout est lié : the Front National and media conspiracy theories" in Parish J. and Parker M., (2001), *The Age of Anxiety : Conspiracy Theory and the Human Sciences*, Oxford, Blackwell Publishers, p.123.

<sup>33</sup> D'après GOLDSCHLÄGER A. et LEMAIRE J. (2005), *op. cit.* p.7.

un « butoir », c'est l'univers paranoïaque de Philip Kindred Dick où les morts se croient vivants et prennent les vivants pour des morts<sup>34</sup> !

La théorie du complot fonctionne ainsi sur une démonstration circulaire. À un premier niveau, l'absence de preuves du complot est la preuve de l'existence d'un complot qui a réussi à faire disparaître les preuves. Et à un deuxième niveau qui renforce le premier, la critique de la validité de ce type de raisonnement peut être présentée comme la preuve que quelqu'un cherche à dissimuler la vérité et à entretenir le mensonge, et ce faisant que cette personne est elle aussi membre d'une conspiration désormais encore plus indiscutable.

Cette épistémologie est donc très difficile à démonter, car elle fournit un cadre de référence fascinant pour expliquer tout ce qui agresse notre « quiétude ordinaire » : l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, la folie religieuse et les attentats, les guerres et l'insouciance devant les dégâts écologiques de notre mode de vie. Elle explique tout ce qui, sans faire partie de notre quotidien, fait planer sur lui l'ombre redoutable du malheur du monde. C'est pourquoi, s'il vaut la peine de déconstruire la logique des théories de la manipulation et du complot, peut-être est-il plus utile encore de voir si on ne peut pas proposer une vision du monde qui en fasse l'économie. Comment décrire la société et les mécanismes de domination qui s'y déploient sans verser dans la paranoïa ? Comment, à l'inverse, éviter les théories du « grand mensonge » tout en gardant en éveil le nécessaire esprit critique à l'égard des visions consensuelles du monde ? C'est à cette question qu'est dédié le troisième chapitre, qui tentera de suggérer quelques pistes de réponse.

---

<sup>34</sup> DICK Ph. K. (1999), *Ubik*, Paris, Pocket.

## CHAPITRE III

### Accueillir l'imprévu...

Reprenons donc la question : si les théories de la manipulation sont difficiles à démonter et à invalider, ne peut-on au moins leur opposer une conception plus plausible du monde et de son histoire ?

On peut repartir de l'exemple de la mondialisation, déjà esquissé dans la première partie du livre et qui a l'intérêt d'être souvent au cœur de la polémique. L'immense quantité d'ouvrages sur le sujet, se partage pour l'essentiel en deux camps : ceux, d'un côté, qui dénoncent les nouvelles instances de la domination mondiale que sont le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale. De l'autre, ceux qui font valoir le côté inéluctable de la mondialisation des échanges (de marchandises, de capitaux, de savoirs, mais aussi de personnes) dès lors que le progrès technique écrase le coût relatif des techniques de communication. S'il y a une part de vérité dans chacun des points de vue, ni l'un ni l'autre, finalement n'accorde beaucoup de place à notre action à nous, gens ordinaires. C'est oublier que l'accélération des échanges n'est pas une réalité qui « passe au-dessus de nos têtes », mais un mécanisme qui agit *à travers nous* : tout qui met les pieds dans un autre pays que le sien que ce soit comme touriste, comme travailleur ou comme réfugié, qui investit une partie de son épargne ailleurs que dans un compte de dépôt, ou travaille pour une entreprise avec des clients étrangers, qui se branche sur Internet ou appelle

l'international sur son GSM, qui prend l'avion ou va étudier six mois à l'étranger, qui fuit son pays ou qui, comme passeur, aide les autres à fuir (souvent pour un prix exorbitant), celui qui fabrique un produit et pense à l'exporter, celui qui achète simplement un produit étranger, celui-là participe de la mondialisation. Toutes ces actions ne se valent pas. Certaines sont bien plus décisives que d'autres, parce que certains acteurs sont bien plus puissants que d'autres. Il reste que, faisant tout cela, il est difficile de soutenir, de bonne foi, que nous sommes tous constamment « manipulés » par l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI, par la « haute finance », les Américains et les médias. Et il est difficile de croire que tous les maux de la terre engendrés par le capitalisme puissent avoir été condensés sous une forme plus ou moins programmatique dans un agenda caché du « consensus de Washington ». Nous savons, au moins confusément, qu'en buvant un coca, nous contribuons, fût-ce de manière infinitésimale, à perpétuer « l'empire » Coca-Cola à travers le monde. Si le prix du billet d'avion a été divisé par dix en un gros demi-siècle, il nous est difficile d'ignorer que c'est aussi parce que nous avons été de plus en plus nombreux à en acheter, favorisant ainsi les économies d'échelle que permet le passage à la consommation de masse. Bref, pour paraphraser Toni Negri et Michael Hardt, en détournant quelque peu leur phrase : [la mondialisation] « n'est pas quelque chose qui règne sur nos têtes, c'est quelque chose que nous faisons »<sup>35</sup>. Mais nous ne la produisons pas « dans le vide ». Nous la produisons à partir des conditions sociales que nous avons trouvées lors de notre arrivée dans le monde et qui sont elles-mêmes le résultat de la myriade d'actions passées des humains avant nous. Nous n'avons pas inventé les règles du jeu, mais nous acceptons de jouer, sans qu'il soit besoin de nous croire manipulés.

<sup>35</sup> La citation exacte est « Le pouvoir n'est pas quelque chose qui règne sur nos têtes, c'est quelque chose que nous faisons », in NEGRI T. et HARDT M., *Empire*, Paris, 10/18, 2004, p. 210.

Comme le dit dans une formule génialement ramassée le grand théoricien libéral Raymond Aron, « Ce sont les hommes qui font l'histoire mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font<sup>36</sup> ». Cette petite phrase résume merveilleusement le paradoxe de l'action humaine : nous ne maîtrisons jamais totalement ni les conditions, ni les conséquences de nos actions. Mais cela ne veut pas dire que nous sommes constamment manipulés. Cela signifie, beaucoup plus simplement, que nos actions produisent constamment de l'imprévu et que cet imprévu devient les conditions initiales de l'agir pour ceux qui nous suivent. Accueillir « l'inattendu » dans l'explication socio-historique, voilà bien ce qui pose problème aux théories de la manipulation. Le pari que l'on fera est que l'inattendu, s'il rend le monde partiellement imprévisible, ne le rend pas forcément incompréhensible : « l'intelligibilité » du social est parfaitement compatible avec la réintroduction du fortuit. L'idée de « conséquences inattendues » guidera donc notre parcours. Nous la déclinerons au travers de trois concepts communs à une série de sociologues contemporains : la contingence, l'émergence et la réflexivité.

### *La contingence*

Philosophiquement, le *contingent* s'oppose au *nécessaire* : est contingent ce qui aurait pu ne pas arriver. Dans le texte qui suit, on parlera de *contingence* pour désigner les ruptures dans les chaînes causales qui relient le passé au présent et au futur. Prenons un exemple rebattu mais parlant : que se serait-il passé si les révolutionnaires français avaient perdu la bataille de Valmy ? Ou si Napoléon avait gagné celle de Waterloo ? La carte de l'Europe en aurait-elle été changée ? Si l'on pense que oui, alors, il y a bien une forte part d'indétermination dans l'évolution historique : ces deux

---

<sup>36</sup> ARON R. (1938), *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, NRF, p. 137.

batailles auraient pu tourner autrement. Cela s'est joué à peu de choses. C'est cette indétermination (au moins partielle) du socio-historique que nous illustrerons, dans la suite du chapitre, sous le nom de *contingence*.

### *L'émergence*

L'émergence est une notion qui n'est pas spécifique à la théorie sociale. Elle désigne aussi une forme d'imprévisibilité : celle qui résulte de la capacité d'éléments simples de produire, en se combinant, des effets inattendus. Par exemple, les théories biologiques contemporaines font de la vie un phénomène émergent : le vivant n'est pas un « plus » par rapport à la matière inorganique (comme le croyaient les « vitalistes »). Il n'est jamais que le résultat de la combinaison (très) complexe d'un ensemble de molécules inorganiques qui en s'articulant, produisent de la matière organique. Mais les propriétés du vivant ne sont pas déductibles de celles de la matière inerte. Elles apparaissent seulement au moment de la combinaison. Dans l'étude du social, *l'émergence* caractérise la manière dont les individus, en construisant des ensembles, des groupes ou des sociétés, produisent des résultats collectifs qu'ils n'attendaient pas ou, à tout le moins, ne visaient pas explicitement. On peut en donner un exemple très simple à partir du comportement des automobilistes en vacances. Supposons que « bison futé » prévoie un embouteillage sur l'autoroute du soleil et conseille un itinéraire de délestage. Si la plupart des automobilistes suivent le conseil, il pourrait très bien arriver que la route nationale proposée se retrouve totalement encombrée de ceux qui auront quitté l'autoroute... où la circulation sera redevenue fluide. L'engorgement de l'itinéraire de délestage est un effet « émergent » : il n'est pas voulu par les automobilistes ; il n'est pas prévisible (il faudrait que chacun connaisse les intentions de tous les autres). Mais il constitue bien le résultat du choix (rationnel) de chacun des conducteurs.

Pour faire simple, on peut donc dire que si la contingence introduit une discontinuité entre le présent et l'avenir, l'émergence rend compte d'une discontinuité entre l'action individuelle et son résultat collectif.

### *La réflexivité*

La réflexivité désigne, dans l'abstrait, la capacité de « faire retour sur soi ». Dans les sciences sociales contemporaines, la réflexivité caractérise les sociétés modernes, dans lesquelles le savoir social est de moins en moins « routinier » et de plus en plus obligé de se remettre en question. Le sociologue Anthony Giddens parle d'ailleurs de « modernité réflexive » pour désigner les sociétés contemporaines<sup>37</sup>. Il insiste particulièrement sur un aspect de cette évolution : la société est constamment nourrie de théories élaborées par les sciences sociales. Ces théories sont (partiellement) réappropriées par les acteurs et contribuent à modifier leur comportement. Imaginons par exemple le développement des connaissances sur les pratiques sexuelles : il y a un demi-siècle, l'adolescent découvrant la sexualité pouvait ou non avoir reçu une information, mais il savait très peu de choses sur les pratiques des autres dans sa société : qu'est-ce qui, dans l'intimité, se fait et ne se fait pas, comment aborder un partenaire, à quoi l'autre sexe est-il sensible et prête-t-il attention ? Aujourd'hui, le même adolescent est saturé d'informations (pas toutes scientifiquement validées, il est vrai) sur le comportement d'autrui. Il est tout le temps en mesure de comparer son propre comportement à ce qu'il sait des autres et ainsi, de produire une interprétation de ce qui lui arrive.

---

<sup>37</sup> GIDDENS A. (1990), *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan. Voir aussi de BECK U., GIDDENS A. et LASCH Ch. (1995), *Reflexive modernization*, London, Polity Press. Pour une discussion, voir JACQUEMAIN M (2002), *La raison névrotique*, Bruxelles, Labor/Espace de Libertés, Coll. Liberté j'écris ton nom.

C'est dans ce sens-là qu'on parlera de *réflexivité* dans ce chapitre : nous vivons dans une société qui s'observe constamment elle-même. Elle est saturée de théorie sociale et se construit en partie en fonction de la théorie.

La suite du chapitre va reprendre et illustrer chacune de ces notions en tentant de montrer que l'on peut construire autour de cet ensemble une vision de la société qui écarte aussi bien les théories paranoïaques que le déterminisme radical. Soyons cependant bien clair sur un point : il ne s'agit ni de nier l'existence de déterminations sociales, ni de prétendre que les complots n'existent pas. Là encore, l'exemple de la mondialisation vient bien à point. Dire qu'elle passe « à travers nous » ne permet d'écarter ni les logiques causales de long terme, ni l'action délibérée de groupes limités et particulièrement puissants. Du côté des premières, on mettra la longue tendance multiséculaire du progrès des techniques qui a rendu le monde entier beaucoup plus accessible. De l'autre, on insistera sur l'importance de ces « clubs » très restreints qui ont parfois joué un rôle décisif dans les évolutions, de la commission trilatérale au groupe de Davos. Que ces réalités existent et doivent être prises en compte est une chose. Qu'elles puissent justifier une conception paranoïaque de l'histoire où les humains ordinaires sont toujours « agis » et jamais acteurs en est une autre. C'est bien cette dérive que nous voulons dénoncer.

## **À la recherche de l'action perdue : la contingence**

### *Les ruses de l'histoire*

Le sens de nos propres actions ne nous est souvent accessible qu'après coup : cette idée, qui est au cœur de la contingence, est illustrée de manière quasi-programmatique

par ce maître de l'ironie qu'est l'écrivain tchèque Milan Kundera. Voici comment il la résume dans la quatrième page de couverture de son roman *L'ignorance*<sup>38</sup> : « Sur l'avenir, tout le monde se trompe. L'homme ne peut être sûr que du moment présent. Mais est-ce bien vrai ? Peut-il vraiment le connaître, le présent ? Est-il capable de le juger ? Bien sûr que non. Car comment celui qui ne connaît pas l'avenir pourrait-il comprendre le sens du présent ? Si nous ne savons pas vers quel avenir le présent nous mène, comment pourrions-nous dire que ce présent est bon ou mauvais, qu'il mérite notre adhésion, notre méfiance ou notre haine ? ».

Tout est là : le sens de nos actions dépend moins des intentions qui les animent que des conséquences qu'elles produisent. Entre ce que nous voulons faire et ce que nous faisons effectivement, il y a la faille de l'inattendu. Reprenons encore Kundera, dont presque tous les romans portent sur cette ironie des conséquences inattendues. Dans *Le livre du rire et de l'oubli*, il nous donne sa version du « coup de Prague » qui a porté les communistes au pouvoir en Tchécoslovaquie en 1948. On sait que, juste après la guerre, la Tchécoslovaquie, sous influence soviétique, avait un gouvernement de coalition comprenant les communistes, les sociaux-démocrates et des partis paysans. En février 1948, les communistes éliminent les autres partis du gouvernement. Kundera nous rappelle que cette prise de pouvoir s'est faite sans violence : auréolés de la victoire soviétique sur l'armée allemande, les communistes avaient le soutien d'une bonne partie de la jeunesse, des classes moyennes et des intellectuels. Les communistes avaient le projet d'une société de justice pour tous (que Kundera baptise « l'idylle »). Ils étaient, dit l'auteur, soutenus par la meilleure partie de la nation tchèque, celle qui, précisément,

---

<sup>38</sup> KUNDERA M. (2003), *L'ignorance*, Paris, Gallimard.

voulait « l'idylle ». Mais bien sûr, ce qu'ils ont eu, c'est autre chose : la chape de plomb du soviétisme à la Tchèque. « Et alors, nous dit Kundera, ces êtres jeunes, intelligents et radicaux ont eu soudain le sentiment étrange d'avoir envoyé dans le vaste monde l'action qui commençait à vivre de sa vie propre, cessait de ressembler à l'idée qu'ils s'en étaient faite et ne se souciait pas de ceux qui lui avaient donné naissance ». Ces Tchèques qui avaient soutenu le coup d'État communiste ont commencé à essayer de rattraper l'action qui leur échappait, à vouloir la récupérer et la changer. Mais c'était trop tard. « Si j'écrivais un roman sur la génération de ces êtres doués et radicaux, je l'appellerais *la chasse à l'action perdue*<sup>39</sup> ».

On croit faire une chose mais on en fait une autre en réalité : ce schéma des conséquences non intentionnelles rejoint ce que le philosophe allemand Hegel appelait la « ruse de l'histoire ». Il prend une place considérable dans les affaires humaines et donne tout son sens ironique à l'idée de contingence. Il n'y a pas complot : les communistes ont pris le pouvoir en Tchécoslovaquie avec l'assentiment d'une bonne partie de la population. Mais il n'y a pas de déterminisme non plus : ce n'était pas écrit. Que se serait-il passé si les Tchèques avaient résisté ?

Plus près de nous, la réinterprétation par les sociologues et historiens contemporains du mouvement de mai 1968 illustre également cette idée de la « ruse de l'histoire ». Pour toutes les générations qui ont vécu une partie de leur vie avant la fin des années 1960 (grosso modo, ceux qui ont aujourd'hui 50 ans et plus), il y a indiscutablement un « avant » et un « après » mai 1968. Mais au cours des trente dernières années, le bilan a certainement changé. L'époque apparaît certes comme une grande remise en cause de

<sup>39</sup> Id. (1985), *La plaisanterie*, Paris, Gallimard.

l'autorité traditionnelle, devenue obsolète dans un monde développé qui connaissait une période de prospérité sans précédent. Et assurément personne ne souhaite aujourd'hui voir se réinstaller l'autorité sans partage et sans justification du père dans la famille, du notable dans sa commune ou sa région, du médecin sur son patient, du juge sur les justiciables ou du patron dans son entreprise. Mais ce que montrent toutes les analyses contemporaines, c'est que l'individu plus autonome d'aujourd'hui est aussi un individu plus insécurisé : les institutions qui « enserraient » l'individu dans un carcan d'autorité perçu maintenant comme insupportable étaient aussi, en partie, celles qui lui procuraient un certain sentiment de sécurité, et notamment une certaine prévisibilité de l'avenir. L'individu contemporain a sans doute plus de prise sur son destin individuel (il peut davantage choisir comment trouver sa place dans la société) mais il a moins de prise sur son destin collectif (il a moins d'influence sur le fonctionnement de la société elle-même)<sup>40</sup>. Les contestataires de mai 1968 croyaient qu'en affaiblissant les formes d'autorités traditionnelles, ils affaiblissaient *ipso facto* le pouvoir du capitalisme. Avec le recul, on voit qu'il n'en est rien : ce pouvoir a aujourd'hui pris d'autres formes. Il s'appuie moins sur des institutions « lourdes » et davantage sur la mise en compétition généralisée des individus entre eux. Le pouvoir est devenu plus diffus, moins identifiable et moins responsable. Mais il ne pèse pas forcément moins lourdement sur les plus faibles. La contestation soixante-huitarde s'est donc révélée, au bout du compte « à double tranchant<sup>41</sup> ».

Prenons un exemple plus « sulfureux ». Que se serait-il passé si, dans le courant des années 1980, les États-Unis

<sup>40</sup> Pour l'opposition entre « liberté individuelle » et « liberté collective » voir JACQUEMAIN M (2002), *op. cit.*

<sup>41</sup> BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

n'avaient pas armé Ben Laden pour lutter contre leur ennemi soviétique qui occupait l'Afghanistan depuis 1979 ? Faute des moyens et de la protection fournis par la CIA, notamment, il est probable que le « pape du terrorisme » ait été tué ou capturé par les soviétiques. Plus certainement encore, son réseau n'aurait pas connu la montée en puissance internationale qui fut la sienne et qui lui permit d'organiser les attentats du 11 septembre. Thierry Meyssan aurait alors pu avoir objectivement raison : « aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone ».

Lorsque Ronald Reagan, en 1985, décide de signer – contre l'avis d'un certain nombre de ses conseillers – la directive de sécurité nationale n° 166 qui autorise une aide militaire secrète aux Moudjahiddins, il est probablement loin d'imaginer que c'est la Némésis de l'Amérique qu'il est en train de mettre en place. Même les plus féroces critiques de la politique américaine, comme Gilbert Achcar<sup>42</sup> n'imaginent pas que le terrorisme islamique soit une création *délibérée* de la politique de l'administration américaine : Ben Laden est bien comparable au monstre de Frankenstein ou encore au golem de la tradition juive, que son créateur ne parvient plus à maîtriser.

De même, lorsque l'administration de Bush junior déclenche la guerre contre l'Irak en 2003, quels qu'aient été les calculs et les intérêts derrière l'opération – et assurément, il n'en

manquait pas – ils auront surtout réussi à obscurcir le jugement des faucons au point de leur faire perdre tout sens de la mesure. Le plus probable aujourd'hui est que, quelle qu'en soit l'issue, la guerre en Irak aura affaibli la puissance américaine, d'abord en réduisant à néant le crédit moral dont l'avait dotée les attentats contre les Twin

---

<sup>42</sup> ACHCAR G. (2002), *Le choc des barbaries*, Paris, 10/18.

Towers, ensuite en ramenant à des proportions plus réalistes la capacité de l'armée US à « pacifier » n'importe quoi. Il n'est pas interdit de penser que le « vent nouveau » qui semble aujourd'hui souffler sur l'Amérique latine se serait heurté à une réaction beaucoup plus vive et plus rapide de Washington si les USA n'avaient pas été enlisés en Irak.

Ce raisonnement n'exonère aucun acteur, et particulièrement pas George Bush, Tony Blair et leurs équipes des responsabilités *morales et politiques* qu'ils portent dans la catastrophe irakienne. Mais elle montre que, même eux, ne maîtrisent que très imparfaitement les événements, sauf à supposer qu'ils aient organisé leur propre fragilisation. C'est une tentation qui est d'ailleurs présente dans la vision paranoïaque de l'histoire que de prétendre que les puissants ont explicitement voulu même leur propre défaite : ainsi, le risque de guerre civile en Irak est parfois vu comme une production *délibérée* de l'armée américaine pour s'installer durablement dans le pays. Au vu de cette année 2006, il est beaucoup plus réaliste de penser que les États-Unis s'en seraient volontiers passés et que les événements leur échappent. Peut-être Bush, Blair, Rumsfeld, Rove ou Wolfowitz ont-ils voulu manipuler leurs opinions ; sûrement, même : il y eut trop d'erreurs, de demi-vérités et de purs mensonges pour que cela ne soit pas suspect. Mais leur manipulation est occupée à leur exploser dans les mains.

### *Les épreuves*

La contingence peut prendre une forme que l'on peut décrire comme plus radicale encore. Elle s'inscrit alors dans ces moments de pure « indétermination », qui mettent en confrontation des personnes, des groupes, des objets et dont le résultat ne peut être connu d'avance. Pour décrire ces moments, le sociologue français Luc Boltanski a forgé le concept d'« épreuve ». « L'épreuve est toujours une épreuve de force, c'est-à-dire l'événement au cours duquel des êtres, en

se mesurant (imaginez un bras de fer entre deux personnes ou l'affrontement entre un pêcheur et une truite qui cherche à lui échapper) révèlent ce dont ils sont capables et même, plus profondément, ce dont ils sont faits » Et l'auteur ajoute « La notion d'épreuve rompt avec une conception étroitement déterministe du social, que celle-ci se fonde sur la toute-puissance des structures ou, dans une optique culturaliste, sur la domination de normes intériorisées. Elle met l'accent sur l'incertitude qui, dans la perspective de l'action, habite à des degrés divers, les situations de la vie sociale<sup>43</sup> ».

Une épreuve, cela peut être beaucoup de choses : un match sportif, un examen, une performance artistique (que va dire la critique ?), une agression en rue (qui aura le dessus ?), un entretien d'embauche (le candidat sera-t-il retenu ?), un procès (qui va gagner ?)... Mais à un niveau plus « macro » cela peut être aussi une bataille, une guerre, un conflit commercial, une expérience scientifique (le premier essai de la bombe atomique)... Le cours de nos vies et le cours de l'évolution sociale en général sont truffés de ces moments où les choses cessent « d'aller de soi », de se dérouler de manière « routinière » et où le résultat de la situation ne peut être connu d'avance.

Si on laisse de côté l'appareillage théorique de Boltanski, auquel il est impossible de rendre justice dans un aussi petit livre, ce sont à nouveau les écrivains, peut-être, qui nous renseignent le mieux sur la façon dont les épreuves introduisent de la contingence dans le fonctionnement social ; en particulier ces écrivains qui tentent de décrire ce qui se serait passé si les choses avaient tourné autrement à tel ou tel moment de l'histoire : ils écrivent ce que l'on appelle des « uchronies » ou des histoires parallèles<sup>44</sup>. Ces

---

<sup>43</sup> BOLTANSKI L. et CHIAPPELO E., *op. cit.*, p. 73-74.

<sup>44</sup> Pour une étude générale sur les uchronies, voir CARRÈRE E. (1986), *Le détroit de Behring*, Paris, P.O.L.

histoires ne sont bien sûr pas des études scientifiques et elles ne peuvent être jugées que sur leur plausibilité, leur capacité à rendre convaincante l'image d'un monde différent. Mais les meilleures d'entre elles nous permettent d'entrevoir qu'une évolution qui nous paraît après coup très « naturelle » aurait pu, à très peu de chose près, se dérouler tout autrement.

Dans son roman *Pavane*<sup>45</sup>, Keith Roberts nous invite ainsi dans un monde où la « Grande Armada » de Philippe II d'Espagne aurait réussi son débarquement en Angleterre. À partir de là, il imagine une « recatholicisation » de l'Angleterre et, de proche en proche, une défaite de la réforme dans toute l'Europe. Cela fait beaucoup de « si », évidemment, mais le scénario est plausible. Tout l'art de l'auteur consiste alors à nous décrire avec réalisme un monde où la révolution industrielle et, de manière générale, le progrès des connaissances scientifiques aurait pris place à l'intérieur du « carcan » constitué par une église catholique sans rivale. Le sociologue Max Weber avait montré, au début du xx<sup>e</sup> siècle, ce que le développement de « l'esprit capitaliste » devait à la mentalité spécifique produite par la réforme protestante<sup>46</sup>. Que se serait-il passé si la réforme s'était éteinte ? Dans le monde de *Pavane*, l'Église catholique a lutté pied à pied avec le rationalisme scientifique, tout en cédant du terrain, bien sûr, mais moins rapidement et de manière plus partielle que cela ne s'est produit dans l'histoire réelle. Ainsi, au milieu du xx<sup>e</sup> siècle dans ce monde parallèle, le chemin de fer s'est développé mais on n'a pas inventé le moteur à explosion, ni les télécommunications. Tandis que les trains circulent à travers toute l'Angleterre, les nouvelles se transmettent par sémaphore. Le projet de l'auteur n'est pas de défendre une thèse historique. Il n'explique donc

.....  
<sup>45</sup> ROBERTS K. (1968), *Pavane*, Paris, Livre de Poche.

<sup>46</sup> WEBER M. (2004), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

pas vraiment pourquoi certaines découvertes ont bien eu lieu et pas d'autres. Mais il réussit à nous rendre concret un univers où le rationalisme scientifique n'a pas vaincu le conservatisme catholique mais cohabite avec lui dans un « arrangement » toujours provisoire.

Si une bataille peut changer le cours de l'histoire, en va-t-il de même pour un mouvement d'opinion et une élection ? C'est en tout cas l'idée qui sert d'argument au grand écrivain américain Philip Roth, dans son dernier roman *Le complot contre l'Amérique*<sup>47</sup>. Il imagine, lui, que Franklin Roosevelt a été battu aux élections de 1940 par le célèbre aviateur Charles Lindbergh, antisémite fasciné par Hitler<sup>48</sup>. Profitant de son prestige de « vainqueur de l'Atlantique », Lindbergh mène une campagne basée sur son image de héros (il se déplace de meeting en meeting en pilotant le *Spirit of Saint Louis*, l'avion avec lequel il avait traversé l'Atlantique treize ans plus tôt). Il galvanise les opposants à la guerre et emporte la sympathie de l'opinion. Au-delà de ce point de départ, le roman s'intéresse peu à l'histoire : il décrit la vie d'une petite famille juive du New Jersey (les Roth eux-mêmes) dans une Amérique qui s'enfonce progressivement et subrepticement dans l'antisémitisme. Philip Roth s'attache surtout à nous montrer comment, à partir d'une bifurcation plausible dans le cours des événements, de petits basculements s'enchaînent et toute la vie se transforme. La famille Roth, famille juive mais finalement peu pratiquante et surtout profondément attachée à sa patrie américaine, se sent progressivement de moins en moins « chez elle ». La « normalité » de la vie pour toutes les familles juives de Newark (où vivent les Roth) se dégrade

<sup>47</sup> ROTH Ph (2006), *Le complot contre l'Amérique*, Paris, Gallimard.

<sup>48</sup> Charles Lindbergh est surtout connu pour avoir relié New York à Paris en 1927, effectuant ainsi le premier vol transatlantique sans escale. Mais sa sympathie pour l'Allemagne et son antisémitisme sont historiquement bien attestés. Voir la notice historique publiée à la fin du *Complot contre l'Amérique*.

peu à peu. L'antisémitisme acquiert droit de cité dans les conversations de café et dans les médias. Les familles juives se déchirent entre ceux qui veulent s'accommoder de la nouvelle situation, voire collaborer avec l'administration Lindbergh et ceux qui veulent s'enfuir ou même s'engager dans l'armée Canadienne (le Canada étant resté membre du Commonwealth). Le narrateur, un Philip Roth alors âgé de neuf ans, garçon intelligent mais plutôt timoré, vit la dégradation progressive de son univers familial avec un sentiment aigu d'impuissance. L'écrivain traduit ce sentiment en une phrase qui pourrait presque servir de définition même à l'idée de contingence socio-historique : « [...] l'élection de Lindbergh avait pour moi levé tout doute sur ce chapitre : la révélation de l'imprévu, tout était là. Retourné comme un gant, l'imprévu était ce que nous, les écoliers, étudions sous le nom d' "histoire", cette histoire bénigne où tout ce qui était inattendu en son temps devenait inévitable dans la chronologie de la page. La terreur de l'imprévu, voilà ce qu'occulte la science de l'histoire, qui fait d'un désastre une épopée ».<sup>49</sup>

Le nazisme, qu'aujourd'hui encore nous avons du mal à penser autrement que comme un « trou noir » dans la trame de l'histoire européenne, a beaucoup inspiré les auteurs d'histoires parallèles. On ne peut manquer d'évoquer le roman d'Eric-Emmanuel Schmitt, *La part de l'autre*<sup>50</sup>. L'auteur y prend le parti inverse de celui de Roth : il reconstruit l'histoire en tentant d'imaginer ce qui se serait passé si Hitler n'avait pas été Hitler. Repartant de ce fameux épisode biographique où Hitler a été refusé à l'Académie de peinture de Vienne<sup>51</sup>, il lui donne un autre épilogue : la candidature du jeune peintre est acceptée. À

---

<sup>49</sup> *Le complot contre l'Amérique*, pages 140-141.

<sup>50</sup> SCHMITT E.-E. (2003), *La part de l'autre*, Paris LGF.

<sup>51</sup> Hitler, en fait, tentera deux fois le concours, en 1907 et en 1908.

partir de là, l'intrigue se scinde : d'un côté le roman suit le « véritable Hitler », peintre raté, encombré d'une peur pathologique des femmes, animé d'une haine féroce contre la vie et contre lui-même. Schmitt essaye d'imaginer comment ce jeune homme-là est « devenu » Hitler, utilisant cette rage pour survivre dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, se forgeant la personnalité de psychopathe paranoïaque totalement égocentré qui lui permettra ultérieurement de « fasciner » aussi bien les foules que toute une série d'intellectuels. En parallèle, le roman suit « Adolphe », celui qui a réussi le concours de l'Académie et qui, pour la première fois, trouve assez de confiance en lui pour tenter de résoudre sa peur des femmes. Il consulte ce médecin dont on dit tant de bien dans les cercles viennois de l'époque : le docteur Freud. Adolphe trouve chez Freud les premières clefs pour se comprendre lui-même. Et puis, la reconnaissance de l'Académie l'a rendu euphorique : voilà qu'il se découvre un vrai talent, peut-être pas du génie, mais en tout cas, une capacité qui lui vaut un certain succès. Et, pendant qu'Hitler se construit son obsession pangermaniste et antisémite, adhère au Parti Nazi, tente le coup d'État de Munich, puis écrit *Mein Kampf* en prison, Adolphe, lui, découvre le sexe, la vie d'artiste et la Bohême. Au moment où Hitler commence son ascension politique, Adolphe abandonne l'Allemagne et s'installe à Paris où il se fait une solide réputation de peintre avant-gardiste tout en vivant une intense vie amoureuse.

Dans *La part de l'autre*, l'auteur nous invite à nous interroger sur la part de contingence qu'il y a dans le mal le plus absolu : Hitler n'était pas forcément destiné à devenir « Hitler ». Et de notre côté, nous, qui ne sommes pas devenus des monstres, n'étions pas forcément immunisés d'office : d'autres circonstances auraient pu faire de nous des gens très différents de ce que nous sommes. C'est en cela que le roman paraît parfois si transgressif : même Hitler, le « monstre » par excellence dans l'histoire, aurait pu être

autre<sup>52</sup>. Le projet du roman est donc philosophique bien plus que socio-historique : c'est à peine si l'auteur évoque l'histoire dans le monde d'Adolphe. À travers les quelques paragraphes qu'il lui consacre, on voit bien cependant quelle est sa thèse : le nazisme sans Hitler n'aurait pas été tout à fait le nazisme. Certes, toutes les circonstances étaient réunies pour qu'un parti fasciste prenne le pouvoir en Allemagne comme c'était déjà le cas au Portugal, en Espagne et en Italie. Hitler n'était pas indispensable. Mais c'est sa personnalité spécifique qui a donné au nazisme ce côté « paroxysmique » que les autres fascismes européens n'ont pas eu. Il n'y a pas eu de génocide des Juifs en Espagne, au Portugal ou en Italie. Si le futur Hitler était devenu Adolphe – en fait, s'il avait été reçu à l'Académie de Vienne – d'autres personnalités de l'époque auraient pris en charge le parti nazi et il n'est pas certain que l'histoire en serait restée identique.

Dans cette deuxième figure de la contingence, on peut observer que chaque bifurcation repose effectivement sur une « épreuve » au sens où on l'a définie en suivant Boltanski : une bataille dans le cas de *Pavane*, une élection pour *Le complot contre l'Amérique*, un concours d'entrée dans le cas de *La part de l'autre*. S'il ne faut pas accorder une importance trop littérale à des textes qui ne sont que des œuvres de fiction et qui n'ont pas d'ambition scientifique, il faut leur reconnaître cette capacité à faire percevoir combien l'histoire est tissée de ces moments « d'indétermination », dont le résultat n'est pas écrit d'avance. Notre vie quotidienne est saturée d'épreuves : compétitions sportives, examens, procès, disputes familiales... Ce sont aussi les épreuves qui font l'actualité : les guerres, les manifestations,

---

<sup>52</sup> Eric-Emmanuel dit ainsi que même le « mal absolu » est contingent : il aurait pu ne pas se produire, si les circonstances avaient été autres. On est à l'opposé de la conception puritaine typique des sociétés anglo-saxonnes pour lesquelles le mal est « ontologique » : le mal ne peut être que « constaté », pas expliqué. Puisqu'il est présent (ou absent) de toute éternité et ne peut naître des circonstances.

les conflits sociaux... Chacune de ces épreuves entraîne la société sur la voie d'une bifurcation, parfois modeste, à peine perceptible, parfois majeure. Mais l'enfillement de ces bifurcations peut donner au bout du compte, des sociétés bien différentes.

La tentation est grande, devant cette imprévisibilité, de « surajouter » du sens : c'est ce que font, chacune à leur manière, les différentes variantes de la théorie de la manipulation. Elles tentent de montrer que tout était prévu, que tout était écrit. Elles veulent à tout prix expliquer ce qui ne peut être que constaté : l'indétermination – au moins partielle – du cours de l'histoire humaine.

## **Débusquer les effets pervers : l'émergence**

Si la contingence introduit l'imprévu en rendant incertaine la relation entre le passé et l'avenir, l'émergence, comme on l'a dit plus haut, concerne la relation entre les éléments et le tout, c'est-à-dire entre les individus et la société.

Qu'est-ce qu'un effet émergent ? Comme nous l'avons évoqué, c'est la production involontaire par des acteurs individuels d'un résultat collectif qu'ils ne visent pas délibérément. L'émergence est donc, en quelque sorte, la *dimension collective des conséquences non intentionnelles*. Un exemple classique fera toute de suite comprendre les choses : si quelqu'un entend dire qu'une banque à qui il a prêté de l'argent pourrait bien se retrouver en difficulté financière, il s'empressera d'aller retirer son dépôt. Si tous les déposants font la même chose – ce qui serait sans doute l'attitude la plus prudente – alors, il y a toutes les chances que la banque fasse effectivement faillite : par définition, une banque utilise l'argent de ses clients pour faire elle-

même des prêts et elle ne garde donc en caisse qu'une partie des dépôts<sup>53</sup>. Il est donc bien possible que ce soient les déposants eux-mêmes qui mettent la banque en faillite, en raison d'une rumeur infondée. Mais cela ne fait nullement partie de leur intention : ils ne souhaitent que récupérer leur argent. C'est donc *l'addition* de leurs comportements individuels qui produit l'effet social non voulu.

On parlera donc d'*émergence* dans le contexte précis des sciences sociales pour parler des effets non intentionnels résultant de l'addition (ou, plus généralement, de l'interaction), d'actions individuelles intentionnelles.

#### *Comment créer des ghettos ethniques sans le vouloir*

Un exemple célèbre a été proposé par l'économiste et politologue américain Thomas Schelling<sup>54</sup>. Il nous suggère d'imaginer un damier où les pions joueraient selon une règle particulière. Chaque pion noir ou blanc doit se déplacer de façon à éviter de se trouver en minorité parmi les pions qui l'entourent directement. Un pion est dit « en sécurité » lorsque sur sa propre case et toutes les cases adjacentes les pions de sa couleur sont majoritaires. Chaque joueur joue un déplacement à tour de rôle et le jeu s'arrête lorsque tous les pions sont « en sécurité », donc majoritaires dans leur environnement local. Nous invitons le lecteur à se livrer à l'exercice : à la fin du jeu, à savoir lorsque les pions seront tous « en sécurité », ils seront systématiquement disposés en « blocs » d'une seule couleur : un ou deux blocs entièrement blanc(s) et un ou deux blocs entièrement noir(s). Or, ce résultat est obtenu indépendamment de la consigne appli-

<sup>53</sup> L'exemple est tout à fait caricatural, bien sûr, et ne correspond plus aux mécanismes bancaires « sécurisés » des sociétés contemporaines. Mais il reste très parlant.

<sup>54</sup> SCHELLING Th. (1977), *La tyrannie des petites décisions*, Paris PUF. On en trouve un exposé résumé dans BOUDON R. (1984), *La logique du social*, op. cit.

quée par les joueurs : ceux-ci ne se soucient que des cases directement voisines de leurs pions. Ils n'ont pas l'intention de produire des blocs. On peut même imaginer que les joueurs essaient de réaliser des configurations « mélangées », où chaque pion serait « en sécurité » mais dans un ensemble de cases bicolores. Mais, compte tenu de la règle du jeu, un tel résultat est systématiquement impossible. Il ne résulte pas du mouvement volontaire des pions mais de leur *combinaison* : un pion, en se déplaçant, vient modifier la situation dans un autre secteur du damier. Il va changer la majorité dans ce secteur, et, le cas échéant, venir « menacer » un pion de la couleur adverse qui, jusque-là, était en sécurité. Celui-ci, au coup suivant, sera déplacé par l'autre joueur, et produira un effet symétrique. En définitive, les pions ne seront tous en sécurité que lorsqu'ils seront agrégés en blocs monocolores, même si ce n'est pas ce que souhaitent les joueurs.

Schelling se servait de cet exemple comme « modèle » du développement de la création de ghettos ethniques dans les grandes villes américaines. Bien sûr, le phénomène de ghetto est une réalité complexe, qui dépend de multiples facteurs : le prix des loyers, le souci de préserver des liens communautaires de solidarité, les différences de revenus entre groupes, la politique urbaine des communes, la localisation des emplois, etc. Schelling voulait juste montrer que pour constituer des ghettos, il n'est absolument pas nécessaire que les habitants *veulent* vivre en ghettos. On peut très bien imaginer que, dans un contexte multiethnique, les membres des différents groupes (blancs, noirs, latinos, asiatiques) souhaitent habiter dans des quartiers mixtes mais où ils seraient majoritaires. Une chose est de dire, par exemple, qu'une famille noire se sentira mal à l'aise dans un quartier essentiellement blanc ; une autre est de dire qu'elle souhaite vivre dans un quartier entièrement noir. Mais les déplacements individuels, en s'additionnant, produisent des effets collectifs non voulus, et, dans le cas présent, générale-

ment non prévus par ceux qui se déplacent. La seule façon d'éviter les ghettos serait qu'un certain nombre de gens de chacun des groupes ethniques acceptent d'être minoritaires dans leur propre quartier.

Ici également, la tentation est grande de « surdéterminer » les évolutions : on peut y voir la main des promoteurs immobiliers ou encore la volonté délibérée des autorités publiques. Il arrive que ce soit vrai. Mais le grand intérêt du modèle de Schelling est de montrer qu'il *n'y a pas besoin* de supposer un complot : nos actions ordinaires suffisent souvent à produire des résultats « extraordinaires », des résultats, en tout cas, dont nous ne voulons pas et que, en conscience, nous désapprouvons.

*Le paradoxe de l'éducation dans le capitalisme de la connaissance*

Un des effets pervers les plus impressionnants aujourd'hui est lié à la croissance du niveau d'éducation dans les pays développés. Contrairement à un des préjugés les plus tenaces chez les enseignants, toutes les statistiques montrent qu'en deux générations, le niveau moyen d'éducation, mesuré par le diplôme obtenu, a considérablement augmenté<sup>55</sup>. Ainsi, par exemple, en Belgique francophone, entre la génération née dans les années trente et celle qui a vu le jour dans les années 1970, le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur a été multiplié par quatre (de 10 % à 40 %). Dans le même temps, le pourcentage de ceux qui se sont arrêtés aux études primaires a été divisé par huit (de 57 % à moins de 7 %)<sup>56</sup>.

<sup>55</sup> La hausse du niveau général d'éducation, massive en quarante ans, est souvent occultée par le fait que le *contenu* des savoirs change et que certains savoirs spécifiques régressent (les langues anciennes, par exemple).

<sup>56</sup> Eurostat, enquête sur les forces de travail, chiffres de 2002.

Dans la logique de l'optimisme pédagogique des années 1960 et 1970, la généralisation de l'accès à l'enseignement secondaire et la croissance rapide de l'enseignement supérieur devaient considérablement augmenter la mobilité sociale ou, dans le langage contemporain, « l'égalité des chances ». En effet, si comme le montrent toutes les recherches, le niveau d'étude de chacun constitue (toutes autres choses égales) un déterminant majeur de sa situation sociale ultérieure, l'accès de plus en plus ouvert à des niveaux d'études élevés devait tendre à « égaliser » les parcours sociaux. On sait que cet effet égalisateur, même s'il s'est en partie produit, a déçu les attentes des enseignants et des planificateurs scolaires : les familles et les élèves ont réagi à la massification en augmentant le nombre d'années d'études, de sorte que les inégalités se sont déplacées vers le haut ou se sont transformées en inégalités qualitatives (entre filières prestigieuses et moins prestigieuses)<sup>57</sup>.

Mais la hausse généralisée du niveau d'étude a produit un « effet pervers » pratiquement inévitable : la dévalorisation du diplôme comme « billet d'accès » à un statut social. Puisque le niveau d'études s'élève massivement, si la distribution des positions socio-professionnelles ne change pas, ou change moins vite, il faut faire de plus en plus d'études pour atteindre une position donnée. Cela se voit très bien dans les professions dont la définition a relativement peu changé au cours des deux ou trois décennies : là où, en Belgique francophone, un an d'études permettait de devenir instituteur ou assistant social il y a trente-cinq ans, il en faut trois aujourd'hui. Dans beaucoup de professions, les plus diplômés ont chassé les moins diplômés : des postes qui, il y a trente ans, étaient confiés à des gradués ou des régents sont aujourd'hui de plus en plus massivement occupés par des universitaires, et les régents ou les gradués occupent de

---

<sup>57</sup> Pour une synthèse complète et percutante voir DURU-BELLAT M. (2006), *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Paris, Le Seuil.

plus en plus souvent des fonctions pour lesquelles, il y a trente ans, un diplôme d'humanité suffisait largement.

Chaque nouvelle génération découvre donc que pour obtenir une position sociale similaire à celle de la génération précédente, il lui faut faire davantage d'études parce qu'elle est en concurrence avec un nombre de plus en plus grand de diplômés. La réaction naturelle, pour ceux qui en ont la possibilité, est de continuer à se « distinguer » en accroissant encore la durée des études : on pensait faire un graduat, on fera une licence. On pensait faire une licence, on en fera deux (cas de plus en plus fréquent), voire un doctorat.

On peut bien sûr, d'un côté, se réjouir de la hausse du niveau moyen de scolarité, qui constitue en soi une évolution positive. Mais on ne peut comprendre le malaise autour des politiques éducatives dans nos pays développés si on ne voit pas les effets pervers qui résultent de cette hausse généralisée : via la compétition pour les titres scolaires, les générations montantes ont le sentiment qu'il faut courir de plus en plus vite simplement pour rester sur place et elles peuvent éprouver un sentiment d'injustice par rapport aux générations précédentes, qui n'ont pas dû passer par les mêmes épreuves. Par ailleurs, pour ceux qui ont obtenu leur diplôme trente ans plus tôt, le sentiment de déclassement peut aussi être important : même quand leur position professionnelle est assurée (ce qui est de moins en moins fréquent), leur statut social, qui venait de leur savoir, s'est dégradé parce que ce savoir s'est banalisé<sup>58</sup>. Il ne leur permet plus de « se distinguer » (pour reprendre la formule de Pierre Bourdieu). Enfin, ceux qui n'ont pas pris le train de la croissance du niveau d'études (ils sont aujourd'hui

---

<sup>58</sup> On peut faire l'hypothèse que ce déclassement « perçu » et les illusions perdues quant au pouvoir transformateur de l'école, sont pour beaucoup dans l'amertume perceptible aujourd'hui chez les enseignants, en particulier les plus âgés.

minoritaires, mais c'est une minorité significative) sont condamnés à la « galère » alors qu'il y a trente ou quarante ans, ils auraient au moins pu trouver un emploi dans le cadre de la discipline « taylorienne » du travail en usine. Mais il y a aujourd'hui moins de postes de travail qui ne demandent pas au minimum un certain nombre de compétences sociales (présentation de soi, sens de l'initiative, capacité à se positionner dans un univers aux hiérarchies mouvantes...), théoriques (expression verbale ou écrite, maîtrise minimale de l'informatique) voire métathéoriques (capacité à s'adapter rapidement à des contextes nouveaux).

En clair, comme le dit l'économiste Daniel Cohen, la « société de la connaissance » n'est pas forcément une société plus égalitaire<sup>59</sup> et elle peut engendrer autant de frustrations que de satisfactions. Le phénomène émergent est ici la dévalorisation des titres scolaires à mesure qu'ils se répandent. Cette dévalorisation vient alimenter la croissance du niveau d'éducation qui, à son tour, vient dévaloriser les différents diplômes.

### *Qui est responsable ?*

L'idée d'émergence permet de construire l'autonomie du social tel qu'esquissée au premier paragraphe : le social se construit souvent à *partir* de nos intentions mais *contre* elles. Nous souhaitons (en théorie) que l'école soit démocratique et égalitaire mais nous faisons tout (en pratique) pour que nos propres enfants aient des écoles meilleures que les autres. Or, par définition, tout le monde ne peut pas avoir des écoles « meilleures ».

L'émancipation par l'école est à la fois une idée essentielle à « l'humanisme progressiste » hérité des Lumières et c'est en

---

<sup>59</sup> COHEN D. (2000), *Nos temps modernes*, Paris, Flammarion.

même temps, à certains égards, une utopie paradoxale. Pour paraphraser Jean-Claude Passeron, on peut souhaiter que la culture se démocratise au point que même les jardiniers puissent lire Platon dans le texte. Mais veut-on d'une société où les licenciés en grec devront accepter le travail de jardinier<sup>60</sup> ? Beaucoup d'entre nous défendent à la fois que « plus d'éducation vaut toujours mieux que moins » et que « chacun devrait pouvoir avoir une profession liée à ses études ». Mais la combinaison des deux idées peut aboutir à beaucoup de frustration : c'est la logique des effets « pervers ».

Faut-il chercher un « coupable » derrière le paradoxe ? Il y a en un, bien sûr : c'est le prix que nous accordons au diplôme. En faisant de la réussite scolaire le critère légitime de distribution des positions sociales, nous actionnons nous-mêmes la logique de l'inflation scolaire. Mais sommes-nous prêts à autre chose ? Sommes-nous prêts à envisager une société où faire des études ne garantit rien ? Voire, plus modestement, une société où faire des études garantisse moins qu'aujourd'hui ?

## La réflexivité

L'idée de réflexivité est centrale pour l'argumentation développée ici : c'est celle qui se heurte le plus frontalement à l'explication du social par la manipulation.

Pour qu'il y ait manipulation, il faut supposer une coupure radicale entre « ceux qui savent » et les gens « ordinaires » (voir par exemple la citation de Pierre Bourdieu tout au début de ce livre).

---

<sup>60</sup> PASSERON J.-Cl., « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », in *Revue française de sociologie*, (1982), 23 n°4, p. 551-584, cité dans DURU-BELLAT M., *op. cit.*, p. 30-31.

La sociologie contemporaine montre bien, à l'inverse, que l'acteur social est parfaitement capable d'utiliser, pour son propre compte, les arguments des spécialistes : dans les sociétés modernes, les connaissances produites par les experts sont constamment réabsorbées, sous une forme moins élaborée, certes, mais néanmoins opérante, par le savoir des acteurs « ordinaires ». De nombreuses études de sociologie (notamment en matière médicale) montrent bien cette diffusion du savoir « savant » au sein du savoir ordinaire. Elles font justice d'une vision trop simpliste des acteurs « décervelés » par les médias de masse<sup>61</sup>.

Ce mécanisme de réappropriation continue du savoir « savant » par le savoir « profane » rend la tâche des sciences sociales particulièrement difficile : le savoir produit par les chercheurs *change* la société qu'ils étudient puisqu'elle n'est plus la même une fois que ce savoir s'est diffusé. C'est sans doute là que réside la différence déterminante entre les sciences de la société et les sciences de la nature. Lorsque Copernic au xv<sup>e</sup> siècle, suivi par Galilée au siècle suivant, a suggéré que la terre tournait autour du soleil et non l'inverse, puis lorsque cette hypothèse héliocentrique a peu à peu accédé au statut de théorie officielle, aucun astronome n'a jamais défendu que c'est le système solaire qui avait changé. Les scientifiques ont pensé que l'on s'était trompé sur le mouvement réel des planètes et que celui-ci avait toujours été tel que le décrivait la nouvelle théorie. Le savoir astronomique ne change pas la réalité astronomique. Il n'en va pas de même dans les sciences sociales. Lorsque les théoriciens politiques des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles ont produit l'idée de la souveraineté nationale, ils ne se sont pas contentés d'observer quelque chose qui était là « de toute éternité ». Ils ont – au moins en partie – *inventé* la nation parce qu'ils ont mis en mots et en théorie des notions qui n'avaient pas

---

<sup>61</sup> Voir par exemple COLLINS H. et PINCH Tr. (2001), *Les nouveaux Frankenstein*, Paris, Flammarion.

toujours existé et qui étaient étrangères à la majorité de leurs concitoyens – même si ces théories essayaient aussi de rendre compte de phénomènes antérieurs, comme les révolutions, par exemple. La « souveraineté nationale » *n'existait pas* avant qu'il se trouve des gens pour la penser. La « volonté générale » pas davantage. De même, la « démocratie », concept sans doute plus ancien puisqu'il avait été inventé une première fois par les Athéniens, n'existe que parce que des philosophes l'ont inventée, mise en mots et discutée.

### *Les prophéties auto-réalisatrices ou auto-destructrices*

Dans une société réflexive, les théories sociales sont dès lors prises dans un beau paradoxe : ces théories ne peuvent être pertinentes que si elles sont capables d'anticiper leur propre impact sur le monde qu'elles étudient. À défaut, les théories peuvent devenir auto-destructrices (le simple fait d'énoncer la théorie l'invalidé) ou au contraire, auto-réalisatrices (la théorie produit elle-même la réalité qu'elle est supposée décrire).

Un exemple très souvent utilisé du premier cas est probablement assez juste même s'il est très schématique : Marx avait prévu que le capitalisme s'achèverait par une révolution prolétarienne mondiale. Jusqu'ici, en tout cas, il a été démenti par le développement historique effectif : dans les pays où s'était développée une importante classe ouvrière industrielle, c'est le compromis entre le capital et le travail qui a prévalu sur l'affrontement final. Ce compromis a pris la forme du « New Deal » de Roosevelt aux États-Unis et celle de la Social-démocratie (et de l'État Providence) dans les pays européens après la défaite du fascisme. Mais la possibilité même de ce compromis n'est pas étrangère à la diffusion extraordinaire, dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, de la théorie marxiste de la lutte des classes : celle-ci a servi d'outil théorique central au mouvement ouvrier et la disponibilité de cet outil l'a aidé à construire le rapport

de force avec les dominants. Si on suit cette interprétation (présentée ici de manière extrêmement schématique), on retrouve la « ruse de l'histoire » évoquée plus haut : c'est le succès du marxisme comme théorie du capitalisme qui a produit son échec comme doctrine « prophétique ». On peut d'ailleurs imaginer un mouvement à rebours : la fragilisation, aujourd'hui, du compromis social-démocrate et des outils qui ont permis de le construire pourrait déboucher sur de nouveaux mouvements de radicalisation sociale en Europe et aux États-Unis. Malheureusement ceux-ci prennent actuellement plutôt la forme du « populisme sécuritaire », voire du fascisme, que d'un retour aux idéaux du mouvement ouvrier.

À l'inverse, on peut se demander si nous ne serions pas aujourd'hui à la veille d'une prophétie auto-réalisatrice de grande ampleur : les théories du « choc des civilisations » dont le prototype est le livre éponyme de Samuel Huntington<sup>62</sup> pourraient bien aboutir effectivement à des « guerres civilisationnelles », dans la mesure où consciemment ou inconsciemment, elles imprègnent l'imaginaire d'un certain nombre de dirigeants du monde et d'une partie de leurs opinions publiques. Il n'y a pas besoin de supposer un « grand complot » pour expliquer la catastrophique aventure américaine et britannique en Irak : la stratégie du bloc anglo-saxon pour qui une présence militaire est indispensable au cœur du Moyen-Orient peut parfaitement se comprendre si on suppose que les dirigeants de ces pays (soutenus, au départ, comme nous par la presse et par leur opinion publique) considèrent que les dangers futurs seront « civilisationnels ». En faisant de l'Irak un état « vassal », les « stratèges » anglo-américains pouvaient imaginer s'installer au cœur de la « civilisation » musulmane, tout en contrôlant les civilisations orthodoxe, asiatique et indienne

---

<sup>62</sup> HUNTINGTON S. (1997), *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.

La théorie du choc des civilisations suscitait beaucoup de scepticisme avant la guerre contre l'Irak. Or, cette guerre, de par sa simple existence et, surtout, de par son prolongement incontrôlé, rend la perspective de Huntington aujourd'hui plus plausible que lorsqu'il l'a formulée<sup>63</sup>.

L'idée d'un monde social de plus en plus « réflexif » introduit ainsi une difficulté supplémentaire : un tel monde est instable parce qu'éminemment réactif aux savoirs (vrais ou faux) qui s'accumulent sur lui. Il est donc partiellement imprévisible : pour comprendre le monde, nous devrions anticiper l'impact que nos théories auront sur lui ; mais nous devrions anticiper aussi la manière dont cet impact produira de nouvelles théories qui, à nouveau changeront le contexte dans lequel les gens agiront et construiront le social futur, et ainsi de suite. La réflexivité introduit donc dans le savoir sur le monde un problème de « régression à l'infini » : il y a toujours une étape en plus à décoder. C'est sans doute le paradoxe ultime de la compréhension sociologique : plus on en sait sur le monde social et plus il devient imprévisible.

Ce paradoxe contribue au succès des théories de la « manipulation » : celles-ci permettent d'identifier un acteur conscient ou une causalité inconsciente mais linéaire qui rendent le monde apparemment « plus stable » et plus prévisible. Mais cette plus grande certitude n'est évidemment qu'un leurre : elle se construit au détriment d'une compréhension authentique de ce qui se passe.

---

<sup>63</sup> Il est intéressant de souligner que pour Huntington, l'Occident entrera surtout en conflit avec le monde chinois et le monde islamique ; mais pour lui, cela devrait inciter les pays occidentaux à la prudence plutôt qu'à la volonté de « régenter les affaires du monde ».

## En synthèse : l'immanence ou l'auto-production du social

Les trois idées de contingence, d'émergence et de réflexivité, brièvement présentées ici, se veulent une réponse autant à la vision « paranoïaque » d'un univers socio-historique où tout s'expliquerait par les intentions cachées d'acteurs plus ou moins occultes qu'à la conception déterministe d'une histoire qui ne serait qu'une longue chaîne de causalités à partir d'une cause initiale.

Ces trois notions aboutissent naturellement à un point de convergence et une synthèse, que l'on se propose de baptiser *immanence*.

En philosophie, l'*immanent* s'oppose au *transcendant*. Historiquement, le transcendant se réfère au monde *d'en haut*, lieu du Divin, qui domine et régit le monde *d'en bas*, le monde terrestre, immanent. L'idée de *transcendance* contient donc toujours plus ou moins celle d'un ordre à la fois préalable et supérieur à celui du monde humain, ordre auquel les hommes seraient sommés de se conformer. L'idée que le monde n'est qu'immanence signifie, à l'inverse, qu'il n'y a pas d'ordre préalable à l'existence des hommes : il n'y a que « nous ici et maintenant » qui nous arrangeons (plus ou moins) entre nous et construisons l'ordre social dans lequel nous vivons. Le terme *d'immanence* dans ce sens est peu utilisé dans les sciences sociales, mais il nous paraît synthétiser assez bien l'idée sociologique que nous souhaitons défendre : c'est nous-mêmes qui produisons les règles du monde où nous vivons. Mais cela ne signifie ni que nous les produisons consciemment, ni que nous pouvons déroger à ces règles : la société produit elle-même son propre ordre mais cet ordre n'en constitue pas moins une contrainte qui s'impose à elle.

L'idée d'immanence résume ainsi le fait que le social n'a ni « extérieur », ni « antérieur ». L'idée qu'il n'y a rien d'extérieur au social signifie qu'il n'y a pas un « ordre » qui ne serait pas déjà lui-même le produit de l'interaction entre des individus. Historiquement, comme on l'a dit, cet ordre c'est le transcendant : Dieu ou les dieux, selon le cas, constitueraient l'explication ultime du fonctionnement de la société. Dieu présente cette caractéristique de n'être pas lui-même un produit de l'histoire des hommes. Il constitue pour la société, selon la terminologie de Jean-Pierre Dupuy<sup>64</sup>, un « point fixe exogène » : il explique le social, mais n'est pas expliqué par lui. C'est très rassurant : il y a « quelque chose » qui peut servir de « socle originel » à toute explication. Si l'on veut comprendre la société, il faut donc se référer aux intentions divines et à l'ordre qui en découle. Se représenter la société privée d'un tel « extérieur » est sans nul doute angoissant. Probablement est-ce le même genre d'angoisse que celle éprouvée lorsque les hommes ont dû admettre qu'ils n'avaient pas de « sol fixe » sous les pieds mais étaient lancés dans l'espace autour du soleil à la vitesse de 100 000 kilomètres à l'heure. Il n'y a *pas*, dans l'espace, de point de référence universel. Le mouvement même de la terre n'est jamais que « relatif » à un autre corps céleste. L'idée qu'il n'y a pas de point fixe à partir duquel on pourrait évaluer, voire simplement décrire, l'évolution socio-historique, produit sans doute une angoisse équivalente.

Il est dès lors tentant de reproduire un tel « point fixe » en imaginant des « intentions » (celles des comploteurs) qui expliquent tout ce qui arrive. Il y a aussi une idée beaucoup plus simple et beaucoup plus symétrique : dans le social, *tout est influence* et donc, nous nous manipulons tous les uns les autres (certains ayant bien entendu une capacité

---

<sup>64</sup> DUPUY J.-P. (1990), *Introduction aux sciences sociales*, Paris, Syllepse et DUPUY J.-P. (1997), *Le sacrifice et l'envie. Libéralisme et justice sociale*, Paris, Hachette, Coll. Pluriel.

d'influence supérieure à d'autres). Mais cette idée est aussi beaucoup plus difficile à admettre. L'idée qu'il n'y a pas de « point de vue de Dieu » (donc un point de vue qui serait, en quelque sorte, une référence intangible) est si difficile que même des philosophes athées ont tenté de le reconstruire, mais sans Dieu<sup>65</sup>.

L'idée que le social n'a pas non plus « d'antérieur » est tout aussi troublante : il n'y a pas de réalité humaine qui n'ait été « toujours déjà » sociale. Les philosophes libéraux des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ont tenté d'imaginer le social comme une construction ayant (ne serait-ce que fictivement) un « antérieur » : *l'état de nature*. Pour Hobbes, Locke ou Rousseau, par exemple, il est possible, au moins fictivement, de concevoir un moment « avant » l'invention de la société. Mais même cette fiction est problématique parce qu'elle suppose un individu qui ne serait pas *déjà* le produit de la société. Dans son beau livre sur la « nature humaine », Edgar Morin<sup>66</sup> fait justice de cette idée en montrant que l'homme a été social *avant* même d'être un homme. Nos ancêtres vivaient en société avant même que l'hominisation soit aboutie et que notre cerveau actuel soit complètement constitué. Notre cerveau s'est donc développé dans un environnement qui était déjà constitué d'interrelations entre individus et on peut supposer que (selon une logique de sélection darwinienne), l'architecture même de notre cortex en a été influencée. L'idée du « contrat social » est donc davantage qu'une fiction : c'est une impossibilité. Nous voudrions fonder sur le contrat social l'idée de société, mais cette idée ne fait que capturer nos intuitions modernes sur ce qu'est

---

<sup>65</sup> Voir par exemple tous les travaux de Raymond Boudon autour de l'idée de « valeurs objectives ». Voir aussi, particulièrement, le livre fascinant de NAGEL Th. (1986), *The view from nowhere*, Oxford, Oxford University Press.

<sup>66</sup> MORIN E. (1998), *Le paradigme perdu, la nature humaine*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points ».

une société, intuitions qui sont déjà le produit de l'histoire de la société.

L'idée d'un « avant » du social peut s'inverser : certains se fixent plutôt sur un « après ». Ils imaginent ainsi un jour où tous les mécanismes de manipulation ou de détermination causale seront « dévoilés », comme dans *Matrix*. L'idée de « dévoilement » est particulièrement congruente tant avec la logique du complot qu'avec celle du déterminisme. Elle suppose que « la vérité est ailleurs » comme le dit Fox Mulder, le héros de *X files*. Elle suppose aussi que certains ont accès à cet ailleurs : le sociologue (dans le cas du déterminisme) ou bien le paranoïaque (dans les théories du complot).

L'idée générale que sous-tend la notion d'immanence est *qu'il n'y a pas d'ailleurs* : non seulement, il n'y a rien qui précède ou qui termine l'histoire des hommes mais il n'y a rien qui lui soit extérieur : il n'y a ni point de vue de Sirius ni point de vue de « nulle part », mais seulement une multitude de points de vue qui interagissent, chacun incluant aussi « sa » vision du point de vue des autres.

En définitive, il y a donc bien une « opacité » du social : les choses se passent rarement comme nous avons imaginé qu'elles se passeraient. Mais cette opacité n'a rien à voir avec un complot ou une manipulation. Elle n'est en rien comparable à un « voile » que l'on pourrait ôter à la manière dont on dévoile un monument lors de son inauguration. L'opacité du social est *intrinsèque* : elle résulte de l'infinie complexité des interactions des hommes entre eux et avec l'ensemble. On peut adopter un « autre » point de vue sur la réalité sociale et le trouver plus pertinent – en fonction de ses propres convictions – mais il n'existe pas de point de vue « objectif » (le *point de vue de nulle part* de Thomas Nagel) face auquel tous les autres seraient « subjectifs », « tronqués » ou « manipulés ».

Cette notion d'immanence est sans doute la plus philosophique de ce texte. Dans ce petit livre, il est impossible d'en proposer plus qu'une intuition, même si nous pensons qu'elle est indispensable pour compléter et « souder » les trois autres notions présentées. L'idée que le social crée lui-même son propre ordre (et crée aussi les théories qui tentent d'expliquer cet ordre) a été particulièrement étudiée, au sein de la tradition sociologique, par Jean-Pierre Dupuy. Il propose, de son côté, que s'il y a un « ordre » du social, il est toujours « endogène », c'est-à-dire qu'il émerge du social lui-même et est son produit. Cette notion est illustrée par une métaphore ingénieuse à partir d'un jeu de devinettes. Tout le monde connaît ce jeu où il s'agit de découvrir un objet, un personnage, un événement ou une histoire en posant des questions auxquelles les interlocuteurs ne peuvent répondre que par « oui » ou « non ». On peut, dit Jean-Pierre Dupuy, imaginer une variante du jeu : pendant que celui qui devra deviner attend à l'extérieur d'une pièce, ceux qui vont répondre aux questions se mettent d'accord pour « piéger » le joueur qui pose les questions : ils répondront « oui » ou « non » de manière tout à fait aléatoire. Par exemple : on répond « oui » si la question se termine sur une voyelle et « non » si elle se termine sur une consonne. Lorsque le joueur rentre dans la pièce et commence à poser ses questions, il sera au début désarçonné par les réponses peu compréhensibles qui lui sont faites. Peu à peu, il va se faire ses propres intuitions et accumuler des « indices » ou du moins ce qu'il croit être des indices. Il viendra bien un moment où le joueur proposera une réponse et où, par le hasard des voyelles et des consonnes, il recevra un « oui ». À ce moment-là, il sera persuadé que, durant tout le jeu, il a progressivement deviné, alors qu'en fait, il ne s'agissait que d'une suite de réponses au hasard. Mais l'expérience montre que lorsqu'on dévoile le pot aux roses, le joueur reste presque toujours persuadé d'avoir découvert une solution qui était « déjà là ». Il ne peut pas concevoir qu'il a *inventé lui-même* la solution dans le cours du jeu. Il ne peut pas

passer de la notion de point fixe *exogène* à celle de point fixe *endogène*.

Ce jeu est une merveilleuse métaphore de la compréhension sociologique que nous défendons dans ce petit livre : une sociologie qui rende aux acteurs « ordinaires » leur responsabilité en leur faisant comprendre comment ils contribuent eux-mêmes, comment *nous contribuons tous nous-mêmes* à construire les « destins » qui nous paraissent définis « ailleurs ». Comment les « manipulations » dont nous sommes victimes ne sont souvent que des métaphores pour contourner la difficulté de penser une action qui *produit elle-même les contraintes dans lesquelles elle s'inscrit*. L'immanence est donc bien la notion qui vient « résumer » et « compléter » les trois autres. Pour reprendre la formule de Raymond Aron, citée au début de ce chapitre et, ainsi, boucler la boucle : « Ce sont bien les hommes qui écrivent l'histoire mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils écrivent ». Cette histoire nous l'écrivons tous, tout le temps en consommant, en voyageant, en travaillant, en polluant, mais aussi en manifestant, en votant, en nous engageant dans des associations. Elle n'est pas aux seules mains du FMI, des médias de masse, de la banque mondiale, de l'Empire US (ou de Dieu). Elle s'appuie fondamentalement sur nos acquiescements et nos refus. Nous sommes voués à en être responsables sans jamais savoir où nous conduiront les actions destinées à assumer cette responsabilité.



## CONCLUSION

### Défense de l'action ordinaire

Ce petit livre avait deux objectifs : d'une part, montrer que la rhétorique de la manipulation est analytiquement fort discutable ; et de l'autre, que l'on pouvait s'en passer pour donner sens au monde contemporain, y compris dans ce qu'il a de plus paradoxal ou de moins acceptable.

Bien sûr, on ne peut attendre d'un texte aussi court une « démonstration » en bonne et due forme, seulement quelques pistes qui, on l'espère, inciteront le lecteur à s'interroger plus avant. Mais même avec cette réserve, il est une critique à laquelle on n'échappera pas : en tentant de déconstruire la logique de la manipulation, ne nous faisons-nous pas les alliés de l'ordre du monde ? Ne risquons-nous pas de « naturaliser » l'injustice et la domination et d'encourager un certain quiétisme à leur égard ?

C'est bien là l'enjeu ultime de la réflexion ici présentée. Si nous reprochons aux théories de la manipulation leur pauvreté analytique, on pourrait objecter qu'après tout, une analyse ne peut être politiquement efficace que si elle est simplifiée ; et que ce que nous attaquons ne serait qu'une rhétorique, certes un peu simpliste mais utile dans une perspective d'émancipation générale : en « incarnant » la domination, fût-ce de manière inadéquate, elle lui donne un visage et donc en fait un adversaire concret.

Or précisément, ce que nous reprochons à ces conceptions du monde, c'est leur incapacité à servir de support à l'action. L'alliance subtile de la manipulation et du déterminisme se noue autour d'une même figure : la disqualification du *monde vécu* des hommes ordinaires, monde vécu qui ne peut être qu'illusion ou aliénation : illusion de liberté ou d'indétermination, illusion d'autonomie, illusion de l'action, illusion même des valeurs. Loin de favoriser l'action politique au quotidien, cette conception du monde l'inhibe : en dénonçant le monde vécu des gens ordinaires ou les valeurs qu'il emporte avec lui, elle prive précisément les gens ordinaires (nous tous) de toute *raison* de réagir. Le monde « désenchanté » de la manipulation sape tous les appuis normatifs de l'action « ordinaire » pour ne laisser comme alternative que la soumission au monde ou son rejet total. Car, comme le soulignent en une formule ramassée Luc Boltanski et Ève Chiapello : « si la justice est un leurre, à quoi bon critiquer ? »<sup>67</sup>. L'idée est formulée de manière plus explicite encore par Jacques Bouveresse : « Lorsque des intellectuels qui passent pour des démocrates convaincus proclament ouvertement que la seule réalité que l'on puisse constater et avec laquelle on puisse compter est celle du pouvoir et de la domination, que peut-on encore objecter à ceux qui décident de jeter définitivement le masque ? »<sup>68</sup>. Là est la question. Outre qu'elle est intellectuellement peu crédible, que nous apporte, pratiquement, la théorie de la manipulation ? Si notre monde ordinaire, notre « monde vécu », le seul qui soit à notre disposition, n'est qu'apparence et faux-semblant, où allons-nous trouver les ressources normatives pour agir ?

.....  
<sup>67</sup> BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

<sup>68</sup> BOUVERESSE J. (1983), « La vengeance de Spengler » in *Le temps de la réflexion*, IV, Paris, Gallimard, cité in BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E., *op. cit.*, p. 676.

À nouveau, c'est encore Pierre Bourdieu qui fournit la meilleure illustration – puisque la plus sophistiquée et la plus lucide – du risque de retournement auquel ces formes de critique peuvent conduire : « Il m'arrive aussi de me demander si l'univers social complètement transparent et désenchanté que produirait une science sociale pleinement développée [...] ne serait pas invivable. Je crois, malgré tout, que les rapports sociaux seraient beaucoup moins malheureux si les gens maîtrisaient au moins les mécanismes qui les déterminent à contribuer à leur propre misère ». <sup>69</sup> Comment dire plus explicitement que le projet du sociologue est de « dévoiler » le mécanisme social de l'extérieur de ceux-ci ? <sup>70</sup> Seul peut être « désenchanté » le monde dont on a dévoilé les coulisses, les mécanismes effectifs : non pas « notre » monde tel que nous le vivons mais le monde vu depuis un « ailleurs » (bien difficile à définir) où se tiendrait « celui qui sait » (l'expert, le sociologue, ou le dénonciateur...). Mais un tel monde « désenchanté », à supposer que l'on puisse savoir ce qu'il est, quelle raison offre-t-il encore d'agir ? Si les valeurs auxquelles nous croyons au quotidien ne sont que le déguisement cynique des intérêts des manipulateurs, quelles valeurs allons-nous mobiliser pour combattre la manipulation ?

Le reproche que nous faisons à cette perspective – contre laquelle nous avons proposé l'idée d'*immanence* – n'est donc pas simplement qu'elle paraît analytiquement fragile et qu'elle constitue sans doute un sophisme ; c'est surtout que, contrairement à l'idée que se fait une partie de la critique radicale, un tel monde « désenchanté » n'offre *aucun point d'appui normatif* pour agir au quotidien. Il ne laisse comme

---

<sup>69</sup> BOURDIEU P. (1984), *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, p. 33.

<sup>70</sup> Assurément Bourdieu a aussi écrit des textes où il nie la possibilité d'une telle « extériorité ». On ne peut donc ramener sa pensée à un schéma univoque. *A fortiori* est-il intéressant de noter que *même lui* a contribué à forger une logique de l'hétéronomie.

porte ouverte que la geste héroïque du refus : le rejet total du monde. Mais comme il faut bien vivre, pour l'immense majorité de ceux qui le pratiquent, le rejet du monde est purement théorique : ainsi en va-t-il de tous ceux qui, piégés par la radicalité de leur propre critique, se coupent eux-mêmes de toutes les portes de l'action ordinaire et se réfugient dans une posture prophétique, parfois auréolée d'un certain panache, mais désespérément stérile. Sans prise directe sur le monde *ici et maintenant*, cette critique doit limiter son ambition à espérer qu'à force de se perpétuer, elle finira bien par trouver un jour quelqu'un qui saura quoi en faire.

On pourrait ainsi faire aux théories de la manipulation le même procès que faisait Castoriadis au marxisme, lorsque celui-ci s'est figé en « théorie achevée »<sup>71</sup>. Pour Castoriadis, les individus et la société sont autonomes lorsque la collectivité sait que c'est sa propre capacité créatrice (son « imaginaire instituant ») qui produit les institutions et les significations collectives (« l'imaginaire institué »). Les individus et la société hétéronomes renvoient pour leur part à la situation inverse : lorsque les principes, les normes, les valeurs, les lois et les significations qui font la vie sociale sont considérés comme donnés – imposés – de l'extérieur (et une fois pour toutes), et où en conséquence, les individus n'ont aucune possibilité d'agir sur eux. Pour Castoriadis, le marxisme, qui, dans un premier temps, avait proposé des outils pour élucider la réalité sociale (en déconstruisant notamment la vision libérale dominante et en proposant la lutte des classes), s'est transformé en une théorie de l'hétéronomie avec l'idée des « lois de l'histoire ». « La nécessaire double illusion de la théorie fermée, écrivait-il, est que le monde est déjà fait depuis toujours, et qu'il est possédable par la pensée. Mais l'idée centrale de la révolution, c'est que

---

<sup>71</sup> CASTORIADIS C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, Coll. «Points essais». Voir en particulier les pages 82 à 104.

l'humanité a devant elle un vrai avenir, et que cet avenir n'est pas simplement à penser mais à faire<sup>72</sup> ».

En somme, disait le philosophe, en dénonçant l'idéologie libérale, le marxisme a d'abord permis aux hommes « ordinaires » (l'expression est de nous) de redécouvrir la contingence du capitalisme et donc de retrouver leur autonomie : ils apprenaient que les institutions économiques sous lesquelles ils vivaient n'avaient rien de « naturel » ou « d'inévitable » et que l'action humaine pouvait les changer. Mais en inventant les « lois de l'histoire », Marx (et surtout, ses successeurs) a reproduit une *transcendance* qui échappe à l'action humaine et qu'il ne s'agit plus que d'actualiser.

C'est au fond la même critique que nous faisons aux visions que nous avons regroupées sous le terme de « manipulation » : dans un premier temps, ces visions renvoient à une démarche d'autonomie qui vise à élucider la réalité sociale. En considérant les facteurs qui nous déterminent ou les acteurs qui nous manipulent, ces visions tentent de produire de la lucidité et donc de redonner aux acteurs ordinaires un certain contrôle de la situation. Mais dans un deuxième temps, en faisant de la manipulation un principe d'explication systématique de la vie sociale, elles nous privent de cette autonomie : elles réintroduisent un « au-delà » de notre monde ordinaire (les manipulateurs, le système...) qui ne nous est pas accessible et dont seuls les experts (le « troisième volet d'acteurs » du premier chapitre) sont supposés détenir les clefs de lecture.

En esquisant, dans le dernier chapitre, une autre explication sociologique, il ne s'agissait pas de disqualifier la critique mais, à l'inverse, de montrer que cette critique peut (et doit) se reconstruire à partir du monde « ordinaire », du

---

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 103.

monde vécu dont nous sommes partie prenante. Le monde « désaliéné » – si tant est qu'il soit possible – n'est pas à « dévoiler » mais à *inventer*, ce qui est tout autre chose. Dans nos sociétés, l'homme ordinaire achète dans les « temples de la consommation » que sont les grandes surfaces, il lit la presse « vendue » (et pour certains, de temps en temps, quand même, le *Monde Diplomatique*), il regarde la télévision « décervelante », il surfe sur Internet et y trouve aussi pas mal d'informations « alternatives ». Il entre en compétition avec ses semblables (certains plus courtoisement que d'autres), il met de l'argent de côté (certains moins que d'autres), parfois il travaille et parfois pas, il se peut aussi qu'il éduque des enfants (mais c'est moins fréquent qu'avant) et il lui arrive de passer un dimanche à jouer aux cartes. Il se soucie de sa retraite et, s'il le peut, cotise même à un fond de pension. Il se soucie aussi du réchauffement climatique, mais pas tous les jours. Mais c'est cet homme-là, tel qu'il est, qui construira – ou pas – une société différente.

Car dans notre société, le « sociologue critique » ou le « dénonciateur de complot » (à l'exception des vrais paranoïaques) se comporte de la même manière. C'est que nous sommes tous pris dans le monde et que c'est le « vrai » monde. Il n'était pas écrit qu'il soit ainsi. Mais il ne changera pas simplement parce que brusquement la critique va « dessiller » les yeux des hommes ordinaires. Le sociologue français Philippe Corcuff a magistralement décrit ce rapport au monde qui nous concerne tous : « Par tous les pores de ma peau, par mes gestes, par mes mots, etc., je suis pris dans la société dans laquelle je vis : dans ses institutions, dans ses stéréotypes, dans son histoire. [...] C'est pourquoi je n'articule de position critique qu'à partir de cette présence première au monde. J'ai donc les pieds en plein dans « l'impureté ». Et pour vivre, je passe chaque jour des compromis avec le monde ou plutôt dans le monde. Il y aurait donc une illusion sur soi-même dans la mise en

scène de soi comme personne surhumaine échappant aux prises du monde sur soi et en soi ». <sup>73</sup>

C'est bien l'idée d'*immanence* qui nous paraît parfaitement exprimée dans ce passage : la critique du monde ne peut se faire qu'à partir du monde lui-même, dès lors qu'il n'y a pas d'extérieur. Si la critique doit partir de notre monde vécu et de sa compréhension, alors les quelques linéaments sociologiques esquissés dans le troisième chapitre peuvent être utiles. Ils nous aident à comprendre pourquoi l'action est fragile, mais aussi pourquoi elle est toujours nécessaire. Peut-être la société tchèque s'est-elle trompée en 1948 ? Peut-être la jeunesse française n'a-t-elle pas vu toutes les implications de ce qu'elle faisait en 1968 ? Mais on ne peut se contenter d'affirmer qu'ils auraient été « manipulés » ou « récupérés ». On doit continuer à défendre que dans les deux cas, en fonction de ce que l'on savait, c'est le bon choix qui a été fait. Dans un monde d'immanence, d'émergence, de contingence et de réflexivité, l'action est toujours fragile. Mais au moins, elle est *utile* : acceptons-en l'inéluctable fragilité plutôt que de chercher désespérément un « dehors » (ou un « au-delà ») chimérique.

---

<sup>73</sup> CORCUFF P., « De quelques problèmes des nouvelles radicalités en général et de PLPL en particulier », in *Le passant ordinaire*, septembre-octobre 2001.



## BIBLIOGRAPHIE

- ACHCAR G. (2002), *Le choc des barbaries*, Paris, 10/18.
- ARON R. (1938), *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, NRF.
- BECK U., GIDDENS A. et LASCH CH. (1995), *Reflexive modernization*, London, Polity Press.
- BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BOUDON R. (1984), *La logique du social*, Paris, Hachette.
- BOURDIEU P. (1986), *La leçon sur la leçon*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIEU P. (1984), *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOUVERESSE J. (1983), « La vengeance de Spengler », in *Le temps de la réflexion*, IV, Paris, Gallimard.
- CANOVAN M. (1981), *Populism*, London, Junction Books.
- CARRÈRE E. (1986), *Le détroit de Behring*, Paris, P.O.L.
- CASTORIADIS C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, Coll. Points essais.
- COCKBURN A., « Le complot du 11-Septembre n'aura pas lieu », in *Le Monde diplomatique*, décembre 2006, p. 3.
- COHEN D. (2000), *Nos temps modernes*, Paris, Flammarion.

- COLLINS H. et PINCH T. (2001), *Les nouveaux Frankenstein*, Paris, Flammarion.
- COLLON M., (2005), *Bush le cyclone*, Esch-sur-Alzette, Marco Pietteur Éditeur.
- CORCUFF P., « De quelques problèmes des nouvelles radicalités en général et de PLPL en particulier », in *Le passant ordinaire*, septembre-octobre 2001.
- CROZIER M. et FRIEDBERG E. (1977), *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil.
- DAVIS D. (1971), *The Fear of Conspiracy. Images of Un-American subversion from the Revolution to the Present*, New York, Cornell University Press.
- DELEERSNIJDER H. (2006), *Populisme : Vieilles pratiques, nouveaux visages*, Les Éditions Luc Pire/Les Territoires de la mémoire, Coll. Voix de la mémoire.
- DICK, Ph. K. (1999), *Ubik*, Paris, Pocket.
- DUPUY J.-P. (1990), *Introduction aux sciences sociales*, Paris, Syllepses.
- DUPUY J.-P. (1997), *Le sacrifice et l'envie. Libéralisme et justice sociale*, Paris, Hachette, Coll. Pluriel.
- DURU-BELLAT M. (2006), *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Paris, Le Seuil.
- GIDDENS A. (1990), *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- GIRARDET R. (1986), *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil.
- GOLDSCHLÄGER A. et LEMAIRE J. (2005), *Le complot judéo-maçonnique*, Bruxelles, Labor/Espace de Libertés.
- GULAND O. (2000), *Le Pen, Mégret et les Juifs. L'obsession du "complot mondialiste"*, Paris, La Découverte.
- HUNTINGTON S. (1997), *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.

- JACQUEMAIN M. (2002), *La raison névrotique*, Bruxelles, Labor.
- KALISZ S. et MORIAU P. (1997), *Les cahiers d'un commissaire. Les coulisses de l'affaire Dutroux*, Bruxelles, les Éditions Luc Pire.
- KUNDERA M. (2003), *L'ignorance*, Paris, Gallimard.
- KUNDERA M. (1985), *La Plaisanterie*, Paris, Gallimard.
- MEYSSAN Th. (2002), *L'effroyable imposture*, Paris, Carnot.
- MORIN E. (1998), *Le paradigme perdu, la nature humaine*, Paris, Le Seuil, Coll. Points.
- NAGEL Th. (1986), *The view from nowhere*, Oxford, Oxford University Press.
- NEGRI T. et HARTD M. (2004), *Empire*, Paris, 10/18.
- PASSERON J.-Cl., « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », in *Revue française de sociologie*, 1982, 23 n°4, p. 551-584.
- POLIAKOV L. (1980), *La causalité diabolique. Essai sur l'origine des persécutions*, Paris, Calmann-Lévy, Coll. La liberté de l'esprit.
- QUINN A., « Tout est lié : the Front National and media conspiracy theories », in Parish J. and PARKER M., (2001), *The Age of Anxiety : Conspiracy Theory and the Human Sciences*, Oxford, Blackwell Publishers.
- ROBERTS K. (1968), *Pavane*, Paris, Livre de Poche.
- ROTH Ph. (2006), *Le complot contre l'Amérique*, Paris, Gallimard.
- SCHELLING Th (1977), *La tyrannie des petites décisions*, Paris, PUF.
- SCHMITT E.-E. (2003), *La part de l'autre*, Paris, LGF.

VENNER F. (2005), *L'effroyable imposteur. Quelques vérités sur Thierry Meyssan*, Paris, Grasset, p. 161.

WEBER M. (2004), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	
Tous manipulés ? .....	5
CHAPITRE I	
Le grand complot .....	17
Mondialisation et réseaux d'intérêts .....	17
Les protagonistes du réseau d'intérêts et les acteurs de la conjuration .....	21
CHAPITRE II	
Une étrange épistémologie.....	37
Une théorie de la connaissance alternative .....	37
CHAPITRE III	
Accueillir l'imprévu... ..	47
À la recherche de l'action perdue : la contingence .....	52
Débusquer les effets pervers : l'émergence .....	64
La réflexivité.....	71
En synthèse : l'immanence ou l'auto-production du social.....	76
CONCLUSION	
Défense de l'action ordinaire .....	83
BIBLIOGRAPHIE .....	91

PARMI LES OUVRAGES PUBLIÉS  
PAR MARC JACQUEMAIN

- 2002 *La raison névrotique. Individualisme et société*, Bruxelles, Labor/Espace de Libertés, Coll. Liberté, j'écris ton nom.
- 2005 *Le sens du juste. Cadres normatifs et usages sociaux des critères de justice*. Liège, Éditions de l'Ulg, coll. Sociopolis.
- 2006 *La démocratie en perspective. Tables rondes de citoyens contre l'extrême-droite*, (avec Patrick Italiano et Jean Beaufays), Bruxelles, Les Éditions Luc Pire.

PARMI LES OUVRAGES PUBLIÉS  
PAR JÉRÔME JAMIN

- 2005 *Faut-il interdire les partis d'extrême droite ? Démocratie, droit et extrême droite*, Bruxelles et Liège, Les Éditions Luc Pire/Les Territoires de la mémoire, Coll. Voix de la mémoire.
- 2003 (avec Julien Dohet), *La Belgique de Jacques Yerna – Entretiens*, Bruxelles, Labor, Coll. la Noria – Entretiens.
- 2003 (avec Eric Florence) , *Médiations interculturelles et institutions*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, Coll. Cahiers Migrations.

Achévé d'imprimer en février 2007  
pour le compte des **Éditions Labor**  
par l'imprimerie xxxxxxxxxx (Belgique)